



100 FCFA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1769 JEUDI 27 JUIN 2013

HABITAT**La brique cuite très prisée à Impfondo**

Vendue à seulement 100 FCFA l'unité, la brique cuite aide énormément les habitants d'Impfondo, chef-lieu du département de la Likouala, à construire leurs maisons. Elles sont fabriquées à base de coqueaux par une main d'œuvre généralement importée.

« À Impfondo, nous n'avons pas besoin d'une quantité énorme de ciment pour élever les murs des maisons », confie Jean Elohim Ndongui, un jeune briquetier, originaire de la République démocratique du Congo, qui note par ailleurs le désintéressement des Likoualiens pour cette activité jugée pénible.

Page 5

JEUX AFRICAINS 2015**L'Italie garantit son expertise au Congo**

Afin d'aider le Congo à mieux gérer ses infrastructures sportives encore en construction et destinées à abriter les Jeux Africains en 2015, l'Italie se montre disposée de mettre à profit son expertise et son expérience en vue d'une meilleure organisation de ce rendez-vous de la jeunesse africaine.

Reçu en audience par le ministre des Sports et de l'éducation physique, Léon Alfred Opimbat, l'ambassadeur d'Italie au Congo, Nicolò Tassoni Estense di Castelvecchio, a réaffirmé son engagement de jouer le rôle de facilitateur pour poursuivre la collaboration établie entre les deux pays lors de la participation des cadets congolais au tournoi de football de Viareggio.

Page 16

Rapport CPIA 2012**Le Congo stagne d'après la Banque Mondiale**

Le rapport Country policy and institutional assessment (CPIA), publié le 26 juin par la Banque mondiale pour l'exercice 2012 sur l'évaluation des politiques et institutions des États africains, classe le Congo 25^e sur une liste de 39 pays.

Des comparaisons faites à partir de

seize indicateurs du développement sur la base desquels travaille la Banque mondiale, les données du Congo se seraient plus stabilisées qu'elles n'ont avancé.

L'institution financière internationale note une stabilité, encore médiocre, dans les domaines de la ges-

tion des institutions publiques mais épingle les questions de transparence et de corruption. Le pays est logé à la même enseigne que la Guinée, Madagascar et le Togo, en léger mieux par rapport à l'Érythrée ou au Soudan du Sud.

Page 3

MUNICIPALISATION DES PLATEAUX**Les journalistes veulent y voir clair**

Pour ne pas laisser l'initiative aux seuls politiques ou autres cadres regroupés au sein du Comité d'évaluation de la municipalisation accélérée de leur département qui abritera la fête du 15 août cette année, les professionnels des médias originaires des Plateaux viennent de lancer leur propre structure de suivi.

Le Collectif des journalistes ressortis-

sants des Plateaux pour la municipalisation accélérée qui compte une centaine de membres a effectué sa sortie officielle hier, au Palais des Congrès, en présence du président du Sénat, André Obami Itou, président du Comité consultatif d'appui et de suivi du 53^e anniversaire de l'indépendance du Congo.

Objectif affiché : accompagner le dé-

partement dans la réalisation des projets retenus à cet effet au moyen de la recherche et de la diffusion d'une information fiable sur l'activité des sociétés bénéficiaires de marchés. Pour André Obami Itou, l'engagement ainsi pris doit se traduire par la présence de ses membres du Collectif sur le terrain.

Page 2

GOLFE DE GUINÉE**Un engagement commun pour lutter contre la piraterie**

Les chefs d'État d'Afrique centrale et de l'ouest se sont engagés, au terme du sommet sur la sûreté et la sécurité maritimes tenu à Yaoundé au Cameroun, de mobiliser des moyens financiers et militaires afin de lutter contre la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée. « Pour sécuriser cet espace maritime, il n'y a pas de prix. Nous allons mettre les moyens qu'il faut et en particulier mutualiser les moyens (...) avec l'appui de la communauté internationale », a suggéré le président tchadien, Idris Déby Itno.

Face au nombre croissant d'actes de piraterie maritime et aux attaques des marins enregistrés au large des côtes ouest-africaines en 2012, les dirigeants de ces deux ensembles sous-régionaux ont plaidé pour le déploiement d'une force navale internationale dans cette zone ainsi que pour la mise en place de la « force d'intervention rapide » dont la création avait été décidée par l'Union africaine.

Page 9

ÉDITORIAL**Attentes**

Page 2

ÉDITORIAL

Attentes

Alors que le Congo remet en ordre ses fichiers électoraux en vue des échéances politiques à venir il n'est ni prématuré, ni hasardeux de s'interroger sur les attentes réelles de la population. C'est, en effet, des réponses apportées à ces attentes dans les mois à venir que dépendra l'issue des joutes électorales en préparation, tout spécialement celle de 2016.

Laissons le champ libre aux spéculations de toute nature dont est l'objet le futur scrutin présidentiel car il est assurément trop tôt pour en débattre. Interrogeons-nous plutôt sur ce que le peuple congolais attend ou espère dans le moment présent. Avec cette certitude qu'au cœur de ces attentes figurent deux sujets essentiels : la sécurité publique et l'élévation du niveau de vie.

° La sécurité d'abord, car c'est elle qui permettra aux Congolais de cueillir les fruits du long et patient travail de reconstruction entrepris il y a tout juste quinze ans lorsque la paix revint sur toute l'étendue de notre territoire. Préserver cet acquis fondamental est de toute évidence une priorité absolue pour nos concitoyens dont beaucoup ont vécu dans leur chair, dans leur famille, dans leur environnement immédiat les terribles blessures provoquées par les guerres civiles. Le temps qui passe n'a en rien diminué cette exigence.

° L'élévation du niveau de vie ensuite, car c'est elle qui donnera aux Congolais et aux Congolaises les moyens nécessaires pour asseoir leur famille sur des bases solides et durables, pour former leurs enfants afin de les préparer à leur vie future, pour tenir dignement leur place au sein de la société. Perçue jusqu'à présent comme un objectif relativement lointain cette exigence deviendra, dans les mois à venir, prioritaire pour la grande majorité, sinon la totalité, de nos concitoyens. Et c'est bien elle qui se trouvera au cœur de tous les débats politiques.

Dans un semblable contexte mieux vaut, pour la majorité comme pour l'opposition, ne pas se faire d'illusions : les électeurs apporteront demain leurs voix aux hommes et aux femmes qui leur paraîtront les mieux armés et surtout les plus décidés à répondre effectivement à leurs attentes. Et si aucun d'eux de ne leur paraît en mesure de le faire ils s'abstiendront massivement, ce qui ne manquera pas de provoquer un profond malaise dans la société congolaise.

Notre peuple, aujourd'hui, n'est pas différent des autres peuples en voie d'émergence sur les cinq continents. Pour dire les choses de façon abrupte, il ne s'en laissera pas compter lorsque l'heure viendra de déposer son bulletin dans l'urne.

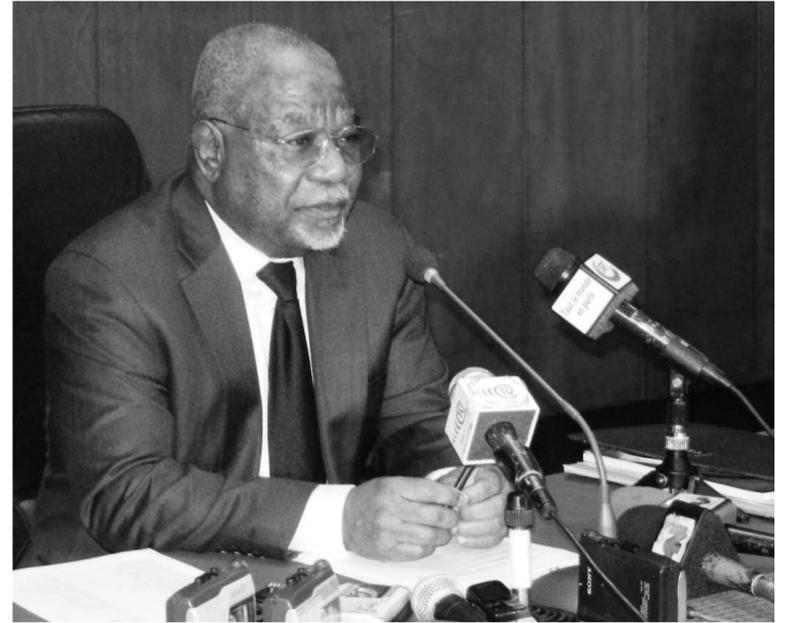
Les Dépêches de Brazzaville

MUNICIPALISATION DES PLATEAUX

Obami Itou invite les journalistes à dénoncer les mauvais entrepreneurs

Constitués en collectif, les journalistes originaires du département des Plateaux ont présenté leur comité d'honneur, ce 26 juin, au président du Sénat en sa qualité de président du Comité consultatif d'appui et de suivi du 53e anniversaire de l'indépendance du Congo et de la municipalisation accélérée des Plateaux, André Obami Itou.

Dans le but de suivre la transformation et de médiatiser tous les travaux en construction dans le département des Plateaux dans le cadre de la municipalisation accélérée, un collectif des journalistes vient d'être créé. Présidé par Félix Tchoumou, ce collectif de près de cent membres entend également faire vivre au jour le jour la municipalisation accélérée afin de permettre aux populations des Plateaux de mieux apprécier la concrétisation du Chemin d'avenir. Le président du collectif a précisé que cette réception avait aussi valeur de sortie officielle. Le président du Comité consultatif d'appui et de suivi qui attendait le moment venu pour réunir tous les journalistes originaires de ce département a salué cette initiative. André Obami Itou a insisté sur le fait que ce collectif né dans le cadre de la municipalisation accélérée puisse vivre longtemps. « C'est pour la première fois que vous vous êtes retrouvés dans une salle pour constituer une structure. Il ne faut pas créer une structure pour créer ou seulement pour la fête. Souvent lorsqu'il y a un événement on s'active et une fois la fête terminée, l'organisation n'existe



André Obami Itou

plus », a-t-il rappelé.

Il a également demandé au collectif d'agir pour la réussite et le rayonnement de la municipalisation accélérée même si cela nécessite beaucoup de sacrifices. L'autre invite formulée aux chevaliers de la plume et du micro de son département c'est de les voir mener des investigations et non de se contenter de la rumeur. « Vous avez le droit de connaître les entrepreneurs bénéficiaires des marchés et le travail qui se fait dans tout le département en discutant avec toutes autorités locales. Il faut critiquer lorsque les choses ne marchent pas concernant l'exécution des projets, surtout après la fête. Le suivi est votre responsabilité et lorsque vous avez des preuves, il faut dénoncer », a martelé le président du comité de suivi.

Exhortant les membres du collectif au travail, André Obami Itou leur a rappelé que la municipalisation accélérée est un processus qui se poursuivra pendant un certain temps comme cela se fait dans d'autres départements ayant bénéficié de cette politique du chef de l'État. « C'est un souci pour nous, il faut que la fête réussisse et pour qu'elle réussisse, nous devons être tous ensemble, travailler et agir ensemble en oubliant des petites querelles des personnes. Organisez-vous en fonction de tâches que vous voulez exercer », a-t-il conclu, annonçant sa disponibilité à soutenir le collectif.

Rappelons que pour la municipalisation accélérée du département des Plateaux, le gouvernement a alloué une enveloppe de 430 milliards FCFA.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service),

Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Coordonnateur : Jules Tambwe Itagali

Politique : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa

Société : Lucien Dianzenza

Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole

Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette : Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable coordination et communication :

Rose-Marie Bouboutou

Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Adhads

Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet,

Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi,

Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain

Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers

(Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel

Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma

Assistante : Laura Ikambi

23, rue Vaneau - 75007 Paris - France

Tél. : (+33) 1 40 62 72 80

www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,

République du Congo

Tél. : (+242)05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France)

38 rue Vaneau 75007 Paris

Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

TRÉSOR PUBLIC

Formation des agents sur le compte de gestion

En vue de doter les cadres de ce secteur des techniques leur permettant de réaliser les comptes de gestion dans les délais requis, un atelier de formation sur la production des comptes de gestion sur chiffres et sur pièces a été ouvert le 24 juin à Brazzaville.

Le compte de gestion est un document de synthèse que les comptables publics présentent à la Cour des comptes et de discipline budgétaire, à la clôture de chaque exercice budgétaire. Sa production régulière engendre de la transparence dans la gestion des ressources de l'État. Pour le directeur général de la comptabilité publique, Henri Loundou, l'appui à la production des comptes de l'État vise à donner une meilleure visibilité des comptes, non seulement pour les comptables, mais aussi pour la Cour des comptes et de discipline budgétaire, chargée du contrôle juridictionnel. Il a également encouragé les efforts réalisés au niveau des comptes



Henri Loundou, Jean Noël Ngoulou, et Albert Ngondo

de gestion de 2011 et de 2012, actuellement en phase de finalisation. « *Malgré cet effort réalisé par le trésor public, il convient de souligner que quelques lacunes subsistent* », a-t-il souligné. Le conseiller au trésor et à la comptabilité du ministre de l'Économie et des Finances, Jean Noël Ngoulou, a souligné l'importance de réaliser une revue des aspects pra-

tiques et organisationnels du compte de gestion. « *Cette remise à niveau, a-t-il précisé, sera complétée par des directives de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.* »

Ce séminaire qui réunit les agents des directions générales du trésor, de la comptabilité publique et du budget des techniques, découle des actions pré-

vues dans le cadre du projet de renforcement de la gouvernance des finances publiques, supervisé par l'Union européenne (UE). Ainsi, dans cette même perspective, une autre formation similaire a été organisée, à l'endroit des inspecteurs et auxiliaires de l'Inspection générale d'État, sur la conduite des missions de contrôle et de diversification. « L'application

du manuel de procédures et du code d'éthique et de déontologie » est le thème de ce deuxième module qui s'articule autour de trois axes @: la programmation et la préparation d'une mission de contrôle et de vérification @; les modalités de conduite d'une mission de contrôle et de diversification ; et les travaux de rapport. « *Ce deuxième module constitue la suite normale du précédent dans le cadre de notre programme de formation qui sera déroulé tout au long de cette année, avec le concours de l'UE* », a indiqué le contrôleur général d'État, Germain Kiamba.

Notons que le premier module des travaux était consacré à l'audit comptable et financier. Cette formation a pour but de renforcer les compétences des personnels de l'Inspection générale d'État en vue de promouvoir leurs compétences.

Lopelle Mboussa Gassia

RAPPORT CPIA 2012

Le Congo classé en dessous de la moyenne en Afrique

Dans la dernière édition du rapport CPIA (Country Policy and Institutional Assessment) de la Banque mondiale, qui analyse l'évolution des politiques et institutions en Afrique subsaharienne, le Congo obtient, comme en 2011, la note de 3/6. Il occupe la 25e place sur les 39 pays de la liste, avec une note inférieure à la moyenne Afrique qui est de 3,2/6.

Dans ce rapport, la Banque mondiale relève, de façon globale, des résultats inégaux, mais stables dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. D'après l'évaluation CPIA qui porte sur seize grands indicateurs du développement, les résultats du Congo se sont en grande partie stabilisés, mais n'ont pas progressé. En effet, si le Congo a pu maintenir sa stabilité, bien qu'encore médiocre, dans le domaine de la gestion des institutions publiques, de l'efficacité dans la mobilisation des recettes (3/6) et dans la qualité de la gestion budgétaire et financière (2,5/6), le pays accuse un retard considérable en matière de transparence et de corruption, avec une note de 2/6, contre 2,5 en 2011.

Les indicateurs du Congo sont restés stables, au niveau de l'année précédente, dans les secteurs de la sécurité sociale (2,5/6), de la régulation du climat des affaires (2,5/6) et du secteur financier (3/6). Par ailleurs, un équilibre encore insuffisant a été noté dans les secteurs de la politique fiscale (3,5/6) et de la gestion économique (3,5/6) comme en 2011.

Les notes de 11 pays ont augmenté légèrement de 0,1 point ou davantage, pendant que les indices de 12 pays ont baissé d'environ 0,1 point. Le Cap-Vert et le Kenya obtiennent les notes les plus élevées (3,9/6). Le Congo est suivi par la Guinée, Madagascar et le Togo qui ont obtenu la même note. L'Érythrée et le Soudan du Sud sont classés derniers avec 2,1/6 chacun.

Firmin Oyé

KOUILOU

Bernard Tchibinda Djimbi annonce un nouveau départ pour l'artisanat

Nommé le 13 juin directeur départemental de l'Agence nationale de l'artisanat (ANA) au Kouilou, Bernard Tchibinda Djimbi a, dans un entretien avec Les Dépêches de Brazzaville, défini les grands axes de son travail pour promouvoir les artisans du département.

Pour Bernard Tchibinda Djimbi, l'artisanat du Kouilou est méconnu, contrairement à celui de Pointe-Noire. « *Nous voulons être plus proches des artisans afin de leur apporter l'information,*

la formation et aussi assurer la promotion de leurs produits. Après avoir été longtemps absent des fêtes foraines dans le pays et à l'étranger, l'artisanat du Kouilou doit amorcer un nouveau départ. C'est à cela que je m'attelle après ma prise de fonctions », a-t-il expliqué.

Le succès de cette mission, a dit le nouveau directeur départemental de l'ANA, dépend de tous : pouvoirs publics, acteurs privés, ONG et associations, etc. C'est ainsi qu'une réunion conjointe entre les directions départementales de l'ANA à Pointe-Noire et au Kouilou a été organisée, le 20 juin.

Bernard Tchibinda Djimbi est membre du Groupement interprofessionnel des artisans du Congo (GIAC) depuis 1998 où il a occupé les fonctions de secrétaire général par intérim puis la présidence de 2004 à 2012.

À son actif, des formations ont été organisées pour les artisans à Pointe-Noire auxquelles il faut ajouter la participation du GIAC aux grandes manifestations à l'étranger à l'instar du Salon international de l'artisanat pour la femme au Niger et du Salon international de l'artisanat de Ouagadougou.

Bernard Tchibinda Djimbi, qui est le troisième directeur départemental de l'ANA, remplace Joseph Malick Loemba Makosso appelé à d'autres fonctions.



Bernard Tchibinda Djimbi

Hervé Brice Mampouya



Annnonce pour Comptable « Achat fournisseurs » basé à Brazzaville
Kouilou Assistance Conseils Congo (KACC) recherche pour AERCO Brazzaville, son
« Comptable Achats fournisseurs »

Sous la responsabilité du Chef comptable, au sein de la Direction Administrative et Financière, vous assurez la comptabilisation des factures d'achats de biens et de services ainsi que celle des immobilisations, dans le respect des règles des plans comptables de comptabilité générale, analytique et budgétaire. Vous prenez aussi en charge la préparation des règlements de factures fournisseurs correspondants.

Vous devrez donc :

- Assurer l'exhaustivité de la comptabilisation des achats
- Veiller au respect de la législation en matière de récupération de la TVA

Vos missions se déclineront comme suit :

- Enregistrer les factures des fournisseurs ;
- Vérifier l'exhaustivité du respect de la procédure des différentes pièces justificatives obligatoires devant accompagner les factures ;
- Préparer les dossiers de paiement des fournisseurs ;
- Enregistrer les règlements des factures des fournisseurs ;
- Lettre les comptes fournisseurs ;
- Assurer le classement des pièces comptables.

Congolais(e), diplômé(e) de l'enseignement supérieur avec une spécialisation en Comptabilité/Finances, vous connaissez parfaitement les outils informatiques (bureautique, Internet,...). Après une expérience significative dans un poste équivalent, vous souhaitez aujourd'hui évoluer dans un environnement dynamique, au sein duquel vos qualités et atouts pourront être valorisés.

Vous êtes disponible, rigoureux(se), doté(e) d'une grande probité morale, curieux(se) et intéressé(e) par le domaine aéronautique.

Attaché(e) au respect des procédures et des objectifs, soucieux(se) de la confidentialité, capable d'analyse et de synthèse : vous êtes celui ou celle que nous cherchons !

Envoyez votre candidature, uniquement par mail (CV avec photo + lettre de motivation, et copie certifiée des diplômes, en pdf), sous la réf n° ONEMO/CACF/2013/AERCO, à l'adresse suivante kacc.carriere@yattoo.com, avant le 28 juin 2013

Les candidatures incomplètes ou transmises par un autre canal que le mail, seront automatiquement écartées du processus.



Annnonce pour Comptable « Ventes- Clients » basé à Brazzaville
Kouilou Assistance Conseils Congo (KACC) recherche pour AERCO Brazzaville, son
« Comptable Ventes Clients »

Sous la responsabilité du Responsable Facturation, au sein de la Direction Administrative et Financière, vous assurez l'ensemble de la facturation clients portant sur les redevances Aéronautiques et Extra-Aéronautiques, dans le strict respect de l'utilisation des logiciels mis en œuvre et des procédures d'exploitation des informations de gestion aéronautiques associées.

Votre objectif : assurer la production de la totalité de la facturation des Ventes, de l'ensemble des redevances facturées en différé, pour les trois aéroports concédés (BZV, PNR, OLL)

Vos missions se déclineront comme suit :

- Procéder à la facturation des redevances dans les différents « menus » existants dans le logiciel de facturation AIRPORT par types de prestations vendues dans les délais impartis ;
- Récupérer et contrôler les informations de base nécessaires à cette activité ;
- Assurer le classement des pièces comptables et des justificatifs correspondants ;
- S'assurer de l'expédition et de la transmission des factures et justificatifs pour chaque client.

Congolais(e), diplômé(e) de l'enseignement supérieur avec une spécialisation en Comptabilité/Finances, vous connaissez parfaitement les outils informatiques (bureautique, Internet,...). Après une expérience significative dans un poste équivalent, vous souhaitez aujourd'hui évoluer dans un environnement dynamique, au sein duquel vos qualités et atouts pourront être valorisés.

Vous êtes disponible, rigoureux(se), doté(e) d'une grande probité morale, curieux(se) et intéressé(e) par le domaine aéronautique.

Attaché(e) au respect des procédures et des objectifs, soucieux(se) de la confidentialité, capable d'analyse et de synthèse : vous êtes celui ou celle que nous cherchons !

Envoyez votre candidature, uniquement par mail (CV avec photo + lettre de motivation, et copie certifiée des diplômes, en pdf), sous la réf n° ONEMO/CAVC/2013/AERCO, à l'adresse suivante kacc.carriere@yattoo.com, avant le 28 juin 2013

Les candidatures incomplètes ou transmises par un autre canal que le mail, seront automatiquement écartées du processus.



Annnonce pour Responsable Comptabilité Analytique et Budget AERCO
Kouilou Assistance Conseils Congo (KACC) recherche pour AERCO Brazzaville son
« Responsable Comptabilité Analytique et Budget »

Sous la responsabilité directe du Directeur Financier, vous assurez l'animation et le pilotage du système d'information budgétaire et analytique dans le cadre des objectifs de gestion fixés par la Direction Générale.

En liaison avec les différentes directions concernées, vous devrez :

- Contribuer à l'élaboration du budget et contrôler son exécution conformément aux orientations de la Direction Générale ;
- Contribuer à l'élaboration d'une partie des prévisions financières à long terme
- Suivre les budgets par item du programme d'investissement pluriannuel ;
- Mettre en place et suivi quotidien de la comptabilité analytique ;
- Elaborer le tableau de bord de la Direction Générale et contribuer à l'élaboration des tableaux des directions opérationnelles ;
- Participer à la préparation des dossiers de financement auprès des différents bailleurs de fonds ou banques locales ;
- Mettre en place et suivre la procédure de déclaration de sinistre auprès des compagnies d'assurance globale dommage et responsabilité exploitant aérodrome

Congolais, de formation supérieure (BAC +

5) en Contrôle de Gestion / Gestion / Finances, vous connaissez parfaitement les outils informatiques (bureautique, Internet, ...). Après 5 années d'expérience à un poste similaire, vous souhaitez aujourd'hui évoluer dans un environnement dynamique, au sein duquel vos qualités et atouts seront valorisés.

Vous êtes disponible, rigoureux, doté d'une grande probité morale, curieux et intéressé par le domaine aéronautique.

Vous avez le sens des responsabilités, de l'organisation, associé à un esprit d'analyse et de synthèse.

Vous avez envie d'être une véritable force de proposition dans une organisation à l'écoute : vous êtes celui que nous cherchons !

Envoyez votre candidature, uniquement par mail (CV avec photo + lettre de motivation, et copie certifiée des diplômes, en pdf), sous la réf n° ONEMO/RCAB/2013/AERCO, à l'adresse suivante kacc.carriere@yattoo.com, avant le 28 juin 2013

Les candidatures incomplètes ou transmises par un autre canal que le mail, seront automatiquement écartées du processus.



Recherche pour AERCO Pointe Noire son
« Responsable Administratif et Comptable »

Au plan local, vous serez directement placé sous la responsabilité du Directeur de l'Aéroport de Pointe-Noire, et, avec le concours d'une petite équipe composée d'assistantes et de comptables, vous assurez l'organisation, le suivi et la réalisation de l'ensemble des activités administratives, comptables, sociales et de trésorerie en temps réel de l'établissement et êtes amené à seconder le Directeur en son absence dans ce domaine.

Au niveau du siège de la société, basé à Brazzaville, vous serez également placé sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier d'AERCO pour la production de l'ensemble des informations comptables, fiscales et sociales, dans le respect des procédures de gestion et informatiques, en vigueur au sein de l'entreprise.

En liaison avec les différents interlocuteurs de la Direction de l'Aéroport de Pointe-Noire, vous devrez :

- Organiser et valider l'ensemble du traitement du courrier (arrivées/départs) ;
- Préparer l'ensemble des supports mensuels à faire valider par le Directeur pour le traitement de la paye ;
- Vérifier au quotidien l'ensemble des opérations de facturation aéronautiques au comptant, ainsi que la comptabilisation des recettes correspondantes ;
- Certifier les opérations de caisse et présenter la situation journalière au Directeur de l'Aéroport en fin de journée ;
- Recouvrer les créances auprès des clients installés sur l'aéroport et les renseigner valablement sur les services qui leurs sont facturés, ainsi que sur l'évolution de leurs conventions d'AOT (Autorisation d'Occupation Temporaire) en cours d'exécution ;
- Représenter l'entreprise à l'occasion des contrôles

sociaux (ONEMO, Direction Départementale du Travail) et tenir tous les registres légaux concernant le personnel à jour ;

- Garantir la gestion de l'ensemble des dossiers administratifs du personnel ;
- Servir de liaison entre le Directeur et les Délégués du Personnel de l'aéroport.

Congolais, vous exprimant couramment en français et anglais (oral et écrit), de formation supérieure (BAC + 2 minimum à 5) en gestion /comptabilité/ finances, vous avez déjà tenu un poste similaire durant au moins deux années avec une expérience réussie dans le domaine du management et la maîtrise des outils informatiques.

Doté d'une aisance relationnelle naturelle vous permettant de faire face à l'ensemble de ces situations, vous ne craignez pas de devoir insister auprès de vos interlocuteurs pour arriver au résultat fixé, ni de consacrer le temps nécessaire pour y parvenir.

Vous savez prendre des initiatives et anticiper si nécessaire et mener une équipe, tout en respectant les procédures. Vos principales qualités morales vous permettent d'accepter de vraies responsabilités et d'être associé à la marche de cette entreprise à vocation internationale.

Envoyez votre candidature, uniquement par mail (CV avec photo + lettre de motivation, et copie certifiée des diplômes, en pdf), sous la réf n° ONEMO/RAF PNR/2013/AERCO, à l'adresse suivante kacc.carriere@yattoo.com, avant le 28 juin 2013

NB : Les candidatures incomplètes ou transmises par un autre canal que le mail, seront automatiquement écartées du processus.

ÉDUCATION

Le collège de Bouanéla manque de tables-bancs

Cette situation oblige les élèves du collège d'enseignement général Abel-Eniené de Bouanéla à un exercice qui retient l'attention et qui contraste avec les temps actuels : chaque matin, les élèves apportent, chacun, son siège pour mieux suivre les cours.

Faute d'apporter un siège, certains élèves s'asseyent à même le sol alors que les autres écrivent, le cahier posé sur les genoux. Dans les salles de classe, les enseignants ont des difficultés à surveiller les élèves.

« Le manque de tables-bancs au collège ne date pas d'aujourd'hui. On espérait en avoir pendant la municipalisation accélérée du département. Malheureusement ! C'est depuis 2007 que je suis à la tête de cet établissement et il n'a bénéficié d'aucune dotation. Nos do-



Une salle de classe du collège d'enseignement général Abel-Eniené de Bouanéla. Interrogé sur le nombre de matières et le volume horaire pour chaque enseignant, le directeur a expliqué qu'ils étaient obligés de se jeter à l'eau afin de per-

mettre aux élèves d'affronter l'examen d'État.

Les mauvaises conditions d'apprentissage dans ce district n'ont pas laissé indifférent cet ancien élève du collège de Bouanéla, Gilles Evrard Bakamouana, actuellement en classe de terminale A à Impfondo : « Le district de Bouanéla est le dernier des districts du Congo sur tous les plans. Il manque les tables-bancs alors qu'il se trouve dans la zone forestière. Les élèves se contentent du peu d'enseignement dispensé parfois par les vacataires contre une somme quelconque d'argent. » Et de conclure : « Cette situation nous a toujours attristés car le district n'a pas de bibliothèque et il est souvent oublié pendant les rencontres organisées dans le département, à l'exemple des jeux de l'ONSU qui viennent de se dérouler. »

Le collège de Bouanéla comprend deux bâtiments de cinq salles de classe et un bureau. Il accueille plus de 230 élèves, tous niveaux confondus. Côté enseignant, l'établissement ne compte que cinq titulaires : trois pour les matières littéraires et deux en sciences. Aux heures de pose, les enseignants sont contraints de rester debout, leur salle ne disposant que d'une table-banc.

Pourtant, selon nos sources, ce collège est le fruit de la municipalisation accélérée dont le département de la Likouala était bénéficiaire en 2005.

Situé au milieu des habitations, l'établissement est dépourvu de mur de clôture. Selon le responsable, le lieu n'est pas approprié à l'apprentissage en raison du bruit et du manque d'installations sportives.

Lydie Gisèle Oko

PLATEAUX

Des entreprises soumissionnent pour la construction des logements administratifs

Ces entreprises ont été dévoilées, les 24 et 25 juin à Brazzaville, par le directeur de cabinet du ministre de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, Dieudonné Batsimba, lors du dépouillement des offres.

Les Ets Venus Contact, CBH construction, Barayo & Fille, Chian Qing Technique Congo, STCC, Batipro, Darong Congo, ST2C, Sobeco et Copres ont répondu à l'appel d'offres relatif à la construction et à l'équipement des résidences du sous-préfet, des secrétaires généraux de la préfecture et de la sous-préfecture de Djambala. La construction de ces logements s'inscrit dans le cadre de la municipalisation accélérée du département des Plateaux. « Il s'agit de compléter l'équipement du département en infrastructures de base, afin de s'harmoniser avec les départements municipalisés et créer de meilleures conditions pour susciter de meilleurs rendements des cadres administratifs, conformément aux exigences de la décentralisation », a déclaré Dieudonné Batsimba. Ces projets de construction et d'équipement prévoient : les terrassements, le gros œuvre, la toiture avec étanchéité, la menuiserie bois et alu, la plomberie sanitaire et la climatisation, l'électricité, les revêtements et le carrelage, les faux plafonds, la peinture, le système de protection incendie, enfin l'assainissement.

La raison sociale, le montant de l'offre, le rabais proposé, la durée d'exécution des travaux et le constat de présence de la garantie ont été publiés séance tenante.

Au terme de la cérémonie, le directeur de cabinet du ministre a indiqué que la sous-commission d'évaluation travaillera à huis clos, dans le strict respect de la confidentialité et de l'impartialité pour assurer l'égalité entre les entreprises soumissionnaires.

Josiane Mambou-Loukoulou

CONSTRUCTION DES MAISONS

Les populations d'Impfondo recourent aux coteaux

Communément appelées « montagnes » par les habitants de la ville, ces coteaux caractérisent le relief général de cette partie du département de la Likouala et sont exploités pour construire des maisons en briques cuites.

La fabrication des briques en terre

Congo. D'après les explications du jeune briquetier Jean Élohim Ndongui, le processus de fabrication des briques se fait en plusieurs étapes. « À Impfondo, le ciment est utilisé simplement comme joint entre des briques en terre », a-t-il indiqué.

Les autorités de la ville ont favorisé

se trouvent sur la parcelle d'un particulier sont transformées sous permission à raison de 10 % de briques cuites. Les briques sont fabriquées à partir d'un moule métallique. Les briques cuites coûtent 100 FCFA l'unité et 20 FCFA quand elle n'est pas cuite. Le nombre de briques produites dépend



Un four à briques de terre cuite à Impfondo

cuite est une activité exercée en majorité par des ressortissants de la République démocratique du

l'utilisation de ces monticules dans l'intérêt de désengorger les ruelles et les avenues. Les montagnes qui

de la taille du four. Tout ce travail se fait sous un hangar aménagé pour la circonstance, donc à même de supporter la chaleur que dégage le four, lui-même alimenté par du bois de chauffe. Dans le souci de mieux organiser la profession des briquetiers, Jean Élohim Ndongui a indiqué qu'une initiative avait été lancée il y a quelques années. Elle n'a pas abouti par manque de volonté des jeunes de la localité qui avaient s'étaient désistés au regard de la pénibilité du travail. Le touriste de passage à Impfondo sera frappé par cette caractéristique des maisons, toutes ou presque, construites en briques cuites.

L.G.O.



TerraTech
Le monde de l'informatique

Avenue Alphonse Fondere – Immeuble C.N.S.S
Rond Point City – Rez-Chaussée. Congo-Brazzaville
Tel: 00242 06 8813434 – 00242 053813434
Email: info@terratech-cg.com



296.000 TTC

Acer Aspire E1-531
Intel® B960 Processeur 2.2GHz
Ecran HD-Led 15.6
2GB DDR3 Memoire
500GB Disque Dur
6-Cell Li-ion Battery





WWW.AGCCONGO.COM



**ASSURANCES GENERALES
DU CONGO**
A.G.C.SA

**RESPECTER NOS
ENGAGEMENTS,
C'EST VOUS
RESPECTER**



HAKUNA MATATA!

BUROTOP IRIS

Intégrateur de Solution



Systeme Informatique

- Audit Informatique
- Assistance Technique
- S.A.V
- Vente de Materiels et Logiciels









BRAZZAVILLE : 4, Avenue Foch - Centre ville
BP : 14264 - Tél : 05 577 78 88 - 06 669 60 60
POINTE NOIRE : Rond point Kassai,
Avenue Moe Katt Matou
Tél : +242 04 453 53 53 - 06 958 87 88
République du Congo

KINSHASA : 24, Avenue Colonel Ebeya
Commune de Gombé
Tél : +243 992 884 888
République Démocratique du Congo



BUROTOP IRIS
www.burotop.com - www.iris-technologie.com

FREE DANCE CUP CONGO

La Freedancecup.cg (Libre coupe de danse du Congo) est un projet qui a pour but de réunir près de dix mille jeunes voir plus, autour du VIH-sida à travers la danse hip-hop qui est, de nos jour, la principale source d'attraction des jeunes. Pour ce fait, « Nous jeunes, que faire pour ne pas être la prochaine victime ». Ainsi dit, la mission principale du Dr Jack Herrelson Mackelet (initiateur du projet) est tout d'abord de briser le mystère du VIH-sida en milieu jeune en vue de ne pas rendre le sujet tabou. Améliorer les connaissances des jeunes sur les situation présentant un risque de contamination et de non-contamination ; favoriser la réflexion, le questionnement et le respect des rapports sociaux de sexe ; apprendre à vivre avec nos amis séropositifs, en créant des climats conviviaux sans gêne ni complexe. C'est alors que nous pouvant savoir être atteint et ne pas avoir d'idée négative car nous sommes des être humains et libre de jouir de chaque instant de la vie, une chose qui nous est très précieuse (partager son sourire). D'où Free dance cup Congo, même en étant séropositif, nous sommes libres alors on danse. Très bientôt, la banlieue Pop ville va présenter Freedancecup.cg en mode concours de danse hip-hop et télé-réalité (juillet-août-septembre 2013). En attendant de lancer officiellement la campagne autour du VIH-sida, il y aura une sensibilisation des jeunes au Cfrad le dimanche 6 juillet.

Par le Dr. Jack H. Mackelet

IN MEMORIAM

27 juin 2003 - 27 juin 2013. Voici dix ans (10) déjà, jour pour jour, que Hugues Martial Hollando Dalongo, a été arraché à notre affection, son souvenir demeure inoubliable. En cette date commémorative, les parents, neveux, nièces, et toute sa famille, prient tous ceux qui lui ont connu d'avoir une pensée pieuse pour lui et Implorant la miséricorde de Dieu pour le repos de son âme.





Assurances et Réassurances du Congo

40^{ème} ANNIVERSAIRE
1973 - 2013



Soyez rassurés, vous êtes bien assurés

Assurances et Réassurances du Congo
A Brazzaville : 222 81 40 67 - A Pointe-Noire : 222 94 12 88 - Et chez tous nos agents généraux

40 ans d'Assurance d'Expérience d'Investissements dans l'économie congolaise

Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble

Tél. : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67

www.arc-congo.cg

Entreprise régie par le code CIMA

OLLOMBO/PLATEAUX

L'eau ne coule plus des robinets

C'est pour pallier la pénurie d'eau que le sous-préfet du district d'Ollombo, Obambi Ondaye, a appelé, le 22 juin, les autorités de la Société nationale de distribution d'eau (SNDE) à remédier à la panne intervenue depuis plusieurs mois au niveau du poste-transformateur qui alimente le système d'approvisionnement en eau potable de la localité.

« À cause de cette panne technique, le système d'approvisionnement en eau potable par la Société nationale de distribution d'eau est paralysé et les populations manquent cruellement de cette denrée qui procure la vie », a-t-il souligné. « Maintenant, la population se

contente seulement de puiser l'eau du forage communautaire aménagé devant le marché d'Ollombo, ce qui n'est pas suffisant pour une population totale de 7 000 habitants », a-t-il plaidé, insistant qu'il était indispensable de rétablir le système de la SNDE. « La situation est déplorable, et les habitants, impatients d'attendre leur tour à la fontaine, sont obligés d'aller se ressourcer en eau à la rivière de la Como dont les eaux sont impropres à la consommation », a-t-il regretté, invitant ses administrés à prendre toutes les mesures liées à l'environnement, à l'hygiène et l'assainissement. Par ailleurs, le sous-préfet

Obambi Ondaye a invité les cadres et ressortissants du district d'Ollombo à amorcer la construction de cette cité urbaine, en élevant des édifices modernes, à l'image des villes environnantes qui se métamorphosent progressivement grâce à la solidarité agissante de leurs ressortissants.

Rappelons que la multitude des projets, dont celui lié à l'accessibilité à l'eau potable, retenus pour le district d'Ollombo, dans le cadre de la municipalisation accélérée du département des Plateaux, a fait bénéficier cette sous-préfecture d'une enveloppe financière d'un montant de 5,6 milliards de FCFA.

Fortuné Ibara

SOLIDARITÉ

L'Association jeunesse consciente fait don de sang

Le centre national de transfusion sanguine (CNTS) a reçu le 25 juin à Brazzaville, un don de sang qui lui permettra de disposer des poches de sang en réserve pour des interventions d'urgence.

« C'est en se référant à l'élan de cœur lancé par le CNTS après la tragédie du 4 mars, que nous nous sommes décidés à faire ce don », a déclaré le président de « Jeunesse consciente », Reiche Diauvani Massengo Nsongola. Outre le don de sang, l'association prévoit d'offrir des présents aux orphelins, de discuter avec les enfants de la rue et de sensibiliser les jeunes filles à la prévention des grossesses précoces ou non désirées.

Créée en 2012, « Jeunesse consciente » œuvre en faveur de l'éducation à travers des orientations et des formations en vue d'un changement de mentalité en milieu jeune.

L'atelier de formation sur le sida, le succès à l'université, la promotion du droit de l'enfant célébré à l'occasion de la journée dite de l'enfant africain, sont parmi les activités déjà entreprises.

Lopelle Mboussa Gassia

DROITS HUMAINS

L'Adhuc dénonce les actes de torture au Congo

À l'occasion de la célébration, le 26 juin, de la Journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture, l'Association pour les droits de l'homme et l'univers carcéral (Adhuc) a rendu publique une déclaration dans laquelle elle exhorte les pouvoirs publics à prendre des mesures visant à éliminer les actes de torture au Congo.

L'Adhuc demande au gouvernement de renforcer la législation nationale en incorporant la notion de torture et autres traitements inhumains et dégradants ainsi que des sanctions pénales aux auteurs de ces crimes.

Elle invite les pouvoirs publics à adopter une loi spécifique sur la prise en charge des victimes de la torture ; à sensibiliser l'opinion nationale sur la ratification par le Congo de la Convention internationale contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants. L'Adhuc exige également du gouvernement qu'il informe les agents de l'ordre et les citoyens sur la gravité des actes de torture.

En cette année de célébration du dixième anniversaire de l'adhésion du Congo à la Convention précitée, l'Adhuc sollicite du gouvernement la ratification du protocole facultatif à cette Convention, afin de favoriser l'inspection des lieux nationaux de détention.

Cette invite de l'Adhuc au gouvernement est formulée après que l'association a établi, après enquêtes, la persistance d'actes de torture, de traitements cruels, inhumains ou dégradants dans les milieux de privation de liberté comme les commissariats de police, les geôles, les maisons d'arrêt, les habitations privées ou dans les milieux reculés. L'Adhuc indique que certaines victimes sont affectées par ces sévices pendant que d'autres en succombent. « Ces pratiques sont perpétrées dans l'intention de détruire le sens de la dignité humaine en violation flagrante des principes élémentaires des droits de l'homme », conclut la déclaration.

Roger Ngombé

Retour en Afrique

Aujourd'hui on peut parler d'un retour de Russie en Afrique sur une base nouvelle, différente de celle de la guerre froide. Premièrement, une telle attitude correspond au principe du multilatéralisme de notre politique étrangère. Si on ne noue pas de liens politiques avec l'Afrique, on se verra dans un rôle peu attirant d'un « participant important » des jeux des autres. Deuxièmement, l'Afrique est un partenaire économique et commercial de valeur. Elle est riche en ressources du sous-sol très variées – du pétrole aux métaux rares et stratégiquement importants. À son tour, la Russie pourrait exporter en Afrique des produits sophistiqués qui aideraient à développer l'économie du continent, comme, par exemple, les produits d'ingénierie.

Les intérêts économiques russes en Afrique sont basés sur les pronostics du développement de l'économie du continent et celui-ci a besoin d'investissements et de la coopération technique et commerciale. Le dynamisme politique commun de la part russe et africaine a contribué au renforcement des intérêts économiques réciproques. Les visites

des présidents russes Vladimir Poutine et Dmitry Medvedev dans les pays africains ont redémarré le « dossier Afrique » de notre politique extérieure après la pause des années 1990. Les rencontres de haut niveau ont déterminé des axes principaux de la coopération politique et économique avec ces pays.

Les pays africains sont intéressés à la coopération économique avec la Russie. Parmi les domaines de cette coopération, les projets d'infrastructure, la prospection et l'exploitation des gisements du pétrole, d'uranium, des métaux rares, la création de sites énergétiques, la fourniture de services humanitaires et médicaux. Ces intérêts coïncident bien avec ceux de la Russie et des entreprises russes qui sont déjà très actives dans ces domaines en Afrique sub-saharienne. Parmi ces entreprises : Rusal, Norilsk Nickel, ALROSA, Gazprom et bien d'autres. La coopération russo-africaine possède un potentiel important dans les domaines de l'agroalimentaire et du tourisme.

Le succès de la présence économique russe en Afrique est assuré par le sou-

tien gouvernemental aux initiatives privées. « L'infrastructure » de cette présence joue un rôle important et consiste en forums d'affaires auxquels sont invités les hommes d'affaires ainsi que les haut-fonctionnaires. Addis-Abeba a accueilli, notamment en 2011, un tel forum où se sont réunis les membres des gouvernements des pays du « continent noir » et les dirigeants des entreprises russes. Les participants se sont convenus que ce forum devrait devenir une sorte de « Davos » russo-africain permanent. Aujourd'hui le processus de la création d'infrastructures de nos relations économiques avec l'Afrique se déroule sur la base des idées évoquées lors de ce forum d'Addis-Abeba.

Les forums d'affaires russo-africains d'importance différente se tiennent régulièrement. Ils permettent de définir les zones de la coopération mutuellement avantageuse, d'échanger des propositions, d'élaborer une approche commune au développement de la coopération. Ce sont le Comité de coordination du Vneshekonombank (AFRICOM) et les comités spécialisés de la Chambre du commerce et de l'industrie

russe qui gèrent la stratégie et coordonnent l'activité du business russe en Afrique.

La Russie retranche la dette des pays africains, signe des accords commerciaux et économiques, leur apporte son assistance humanitaire alors que les organismes intergouvernementaux font leur travail. Le sommet de BRICS qui s'est tenu en Afrique du Sud en mars dernier était d'une grande importance pour nos relations économiques avec les pays africains. En effet, les pays-membres de BRICS défendent leurs intérêts sur le continent en évitant l'ingérence dans les affaires intérieures des pays africains et visent à accroître le rôle des pays en voie de développement dans le système financier mondial.

Par M. Mikhail Marguelov,
Président du Comité des Affaires
étrangères du Conseil de la Fédération
de l'Assemblée Fédérale
de la Fédération de Russie,
Représentant spécial du Président
de la Fédération de Russie pour l'Afrique

ÉDUCATION

Duc Nguyen veut contribuer à l'amélioration du système éducatif africain

Enseignant à la retraite, ce Canadien d'origine vietnamienne effectue une tournée en Afrique centrale où il visite des écoles afin de recenser les besoins qu'il soumettra à la commission scolaire canadienne.

« J'ai 73 ans et je suis un enseignant en semi-retraite.

Avec mon sac à dos, je ne voyage pas pour le tourisme, je suis venu visiter les écoles d'Afrique centrale afin de recenser les demandes des enfants que je soumettrai à mon retour à la commission scolaire canadienne », a-t-il expliqué au cours d'un entretien exclusif avec *Les Dépêches de Brazzaville*.

Pour Duc Nguyen, son action relève de la fraternité et de la solidarité envers les enfants africains. Il entend participer au relèvement du système éducatif africain en collectant des ouvrages dans son

pays qu'il donnera aux écoles africaines. « Je souffre de constater qu'au Canada, il y a des livres qui traînent alors qu'il en manque en Afrique », dit-il.

Après le Congo, Duc Nguyen se rendra très prochainement en Centrafrique, au Tchad, au Came-



Duc Nguyen

roun, au Gabon, en Guinée-Équatoriale, à Sao Tomé-et-Principe, en Angola et en RD-Congo.

Tiras Andang

DÉVELOPPEMENT

La coopération italo-angolaise au beau fixe

La sous-secrétaire d'État italienne à l'Administration publique vient de prendre part à Luanda à la Conférence internationale de coopération pour le Bassin atlantique.

Si les mots n'ont pas toujours la même chaleur dans la bouche d'un politique, suivant qu'ils sont prononcés d'une partie ou de l'autre de l'équateur, on peut tout de même trouver dans le discours de Micaela Biancofiore une certaine candeur et de la sympathie. Sous-secrétaire d'État à l'Administration publique, ce membre du parti de droite de Silvio Berlusconi, trouve qu'il y a plus de ressemblances que de dissemblances entre les Italiens et les Angolais qu'elle vient de rencontrer à Luanda. Bien plus, elle estime qu'en ces temps de crise en Europe, les Italiens pourraient trouver en Angola les opportunités qui furent celles qui leur permirent, il y a deux siècles, de retrousser les manches, s'implanter dans les Amériques et y prospérer.

« Je crois que les Italiens pour-

raient trouver leur Amérique en Angola et vice-versa. Ils pourraient y trouver un faisceau de relations inusuelles parce que l'Italie est un pays qui aime vraiment se donner aux autres ». La ministre italienne a trouvé en Angola les caractéristiques d'un peuple presque méditerranéen. À l'instar des Italiens, a-t-elle soutenu, « les Angolais sont un peuple "solaire", jovial, avec la seule différence par rapport aux Italiens et aux Européens qu'ils ont soif de croissance et ont donc de ce fait peut-être quelque chose à nous enseigner ».

Absolument envieuse devant les 7% de croissance économique qu'affiche l'Angola, la ministre italienne a soutenu que les entrepreneurs de son pays feraient bien de venir investir en Afrique centrale. La région pourrait représenter une des solutions à la morosité d'une Europe en crise. Puisant ses références dans une réalité quelque lyrique, Mme Micaela Biancofiore a cité... le Souverain

pontife ! « Le Pape François nous dit de ne pas nous faire voler notre espérance. Les Angolais peuvent nous redonner l'espérance de croître encore et de donner le meilleur de nous-mêmes, parce qu'il ne faut jamais oublier que l'Italie, c'est le pays de l'excellence ».

Elle a loué l'état de la coopération italienne qui ne fonde pas ses racines seulement sur le pétrole dont l'Angola est le deuxième producteur continent, mais dans un partenariat basé sur le gagnant-gagnant. « C'est cette voie, ouverte par le ministre (des Affaires étrangères d'alors, Franco) Frattini, et que poursuit l'ambassadeur (Giuseppe-Ndlr) Mistretta, un de nos meilleurs ambassadeurs. Et ce n'est donc pas un hasard si la ministre (des Affaires étrangères, Emma) Bonino reprendra le même chemin, ensemble avec une importante délégation d'entrepreneurs le mois prochain », a indiqué la ministre italienne.

Lucien Mpama

PROGRAMME MBOTE
MBOTE!
Vous faites partie des privilégiés

ECAir
Bienvenue chez vous.

www.flyecair.com ; Relations clients : + 242 06 509 0 509 (Congo)
+ 33 01 78 77 78 77 (France) E- mail: relationclients@flyecair.com

BRUXELLES

Le groupe sucre des pays ACP se mobilise sur les quotas d'importation de sucre

Dans un communiqué publié le mardi 25 juin, le groupe sucre des pays ACP, auquel le Congo appartient, alerte l'Union européenne des conséquences dramatiques de la fin des quotas sur le sucre dont bénéficient les économies de leurs pays.

Alors que les négociations sur la politique agricole européenne s'achèvent à Bruxelles, le groupe sucre des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) a tenu à marquer son opposition au projet européen de mettre fin aux quotas d'importation sur le sucre en 2015, au lieu de 2020, qui pourrait être adopté cette semaine.

Jusqu'ici, en application du protocole sur le sucre, prévu dans le cadre des accords dits de Cotonou, des régimes préférentiels existent entre l'Union européenne et une vingtaine de pays producteurs de sucre du groupe ACP, dont le Congo. Selon ces accords, l'Union européenne s'était engagée à importer chaque année à ces pays 1,3 million de tonnes de sucre à des prix garantis. Cette mesure pourrait prendre fin en 2015 et le régime préférentiel devrait être généralisé à l'ensemble des pays ACP signataires des Accords de partenariat économique (APE), or le bras de fer engagé entre l'Union européenne et les pays ACP pour la signature de ces accords, est loin d'être achevé.

La mesure pourrait avoir, selon le

groupe sucre des pays ACP, des conséquences désastreuses sur les économies de leurs pays et provoquer de l'instabilité sur les marchés. Selon les études citées par le groupe ACP, si la mesure était adoptée, la fin des quotas d'importation pourrait entraîner des pertes de revenus de près de 850 millions d'euros entre 2015 et 2020 pour les pays du groupe sucre ACP, parmi lesquels figurent 5 Pays les moins avancés (PMA). Selon le ministre de l'Agro-Industrie et de la Sécurité alimentaire de l'Île Maurice, s'exprimant au nom du groupe ACP, « la décision européenne pourrait potentiellement entraîner une disparition totale du sucre produit par les pays ACP du marché européen ». Alors que les négociations européennes devraient s'achever mercredi 26 juin, le groupe sucre des pays ACP a tenu à encourager l'Union européenne à respecter les principes qui sous-tendent de nombreux accords ACP-UE et qui visent à protéger le partenaire commercial le plus faible. Les membres du groupe sucre réclament donc une prolongation de 5 ans du régime préférentiel actuel, le temps pour ces pays de mener à terme les plans d'actions définis conjointement avec l'Union européenne pour la modernisation, la diversification et l'amélioration de l'efficacité de leur agriculture.

Rose-Marie Bouboutou

GOLFE DE GUINÉE

Création en vue d'un organe de lutte contre la piraterie

Réunis les 24 et 25 juin à Yaoundé (Cameroun) pour trouver des solutions au problème de piraterie au large des côtes de cette zone, les dirigeants de l'Afrique centrale et de l'Ouest ont pris l'engagement de mutualiser leurs moyens financiers et militaires pour y parvenir.

Dans une déclaration commune rendue publique à l'issue de ce sommet, les chefs d'État ont souligné l'importance de cet organe chargé de lutter contre la piraterie. Un centre interrégional de coordination sera basé dans la capitale camerounaise. Les dirigeants de la région ont plaidé pour le déploiement d'une force navale internationale dans cette zone, ainsi que pour la mise en place de la « force d'intervention rapide », dont la création a été décidée par l'Union africaine en mai dernier. En outre, il a été décidé qu'un accord multilatéral contraignant, au-dessus des lois nationales, serait signé entre les différents pays dans un délai de trois ans. De même, l'idée de dé-

finir un mécanisme de financement de la lutte contre la piraterie a été approuvée à cette occasion.

Pour le président tchadien, Idriss Déby Itno, assurer la sécurité dans le golfe de Guinée coûte cher. « Pour sécuriser cet espace maritime, il n'y a pas de prix. Nous allons mettre les moyens qu'il faut et en particulier mutualiser les moyens [...] avec l'appui de la com-

notamment que 966 marins ont été attaqués dans le golfe de Guinée contre 851 marins au large des côtes somaliennes. Quant au montant des marchandises volées la même année dans la région, le BMI estime qu'il se situe entre 34 et 101 millions de dollars (25 à 75 millions d'euros).

Le golfe de Guinée est une zone maritime située à l'ouest de l'Afrique, dont les eaux s'étendent sur 6 000 km, du cap des

Les chefs d'État présents aux assises de Yaoundé : Thomas Boni Yayi (Bénin), Denis Sassou N'Guesso (Congo), Paul Biya (Cameroun), Goodluck Jonathan (Nigeria), Ali Bongo (Gabon), Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire), Faure Gnassingbé Eyadema (Togo), Blaise Compaoré (Burkina Faso), Teodoro Obiang Nguema Mbasogo (Guinée-Équatoriale), Idriss Déby Itno (Tchad) et Manuel Pinto da Costa (Sao Tomé-et-Principe).

munauté internationale », a-t-il affirmé.

Selon le Bureau maritime international (BMI), le nombre d'actes de piraterie maritime recensés l'année dernière au large des côtes ouest-africaines a dépassé pour la première fois celui des attaques dans le golfe d'Aden et dans l'océan Indien. Il indique

Palmes à l'Angola. Elle couvre quatre pays d'Afrique de l'Ouest (Ghana, Togo, Bénin et Nigeria) et six d'Afrique centrale (Angola, Cameroun, Congo, Guinée-Équatoriale, Gabon, Sao Tomé-et-Principe) auxquels s'ajoutent la République démocratique du Congo et le Nigeria.

Nestor N'Gampoula



CARAVANE DE PARTENARIAT EN AFRIQUE

28 juin 2013 à Pointe Noire

« POUR UN PARTENARIAT GAGNANT-GAGNANT »

La Caravane Marocaine de Partenariat offre de nombreuses opportunités d'affaires pour les entrepreneurs africains. À travers des rendez-vous d'affaires ciblés, son objectif est de développer le commerce et la coopération en Afrique.

La Caravane Marocaine de Partenariat a fait escale dans 16 pays ces 4 dernières années, et sera présente à Pointe Noire, le 28 juin 2013, à partir de 8h00, à l'hôtel Elais.

Plus de 100 entrepreneurs marocains seront présents pour partager leurs expériences et initier ou développer des relations commerciales avec vous. Les secteurs représentés seront : agro industrie et produits de la pêche, BTP, conseil et TIC, électricité et électronique, finance et services, industrie métallique et métallurgique, parachimie et plasturgie, pharmacie et textile.

Participez à ces rencontres et ouvrez de nouveaux horizons avec le Maroc ! Visitez notre site web www.meetafrica2013.com et planifiez en ligne vos rendez-vous d'affaires.

RÉPUBLIQUE DU CONGO | 28
POINTE NOIRE | JUIN
HÔTEL ELAIS

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Sofia BENBELAID: +242 05 65 936 78 - benbelaid@marocexport.ma

www.meetafrica2013.com

Maroc
Export
Votre Partenaire à l'International

INTERVIEW

Alain Roger Coéfé : « Se développer, c'est prendre son destin en main »

Docteur ès sciences économiques, Alain Roger Coéfé, soixante ans à peine, a enseigné l'économie à l'académie de Versailles, en France, ainsi qu'à l'université de Ouagadougou avant d'assumer les fonctions ministérielles dans son pays, le Burkina-Faso, à l'ère de la révolution démocratique et populaire de feu président Thomas Sankara. Il a aussi été le Représentant résident adjoint du Pnud au Congo et dirige aujourd'hui une société qui opère dans les TIC. Il vient de publier un ouvrage intitulé *La mondialisation trente ans après*, qu'il a bien voulu déposer, personnellement, à la Librairie du Bassin du Congo. Dans une interview exclusive, il trace quelques pistes de solutions pour une Afrique émergente, à l'instar du continent asiatique.

Les Dépêches de Brazzaville : Pourquoi avoir choisi le Congo et Les Dépêches de Brazzaville pour parler de votre ouvrage, et quel but poursuiviez-vous en écrivant *La mondialisation trente ans après* ?

Alain Roger Coéfé : J'ai choisi Les Dépêches de Brazzaville, parce qu'elles sont une référence en Afrique. Je pense qu'un ouvrage qui n'est pas passé dans les colonnes de ce quotidien ainsi que dans sa librairie est probablement un ouvrage qui ne connaîtra pas une audience importante. Quant au but poursuivi, il est de susciter des réflexions, des débats et des échanges sur la politique, l'économie, notre manière de vivre ensemble. Il s'agit de porter un regard critique sur le développement économique et social du monde, de nos pays, de l'Afrique d'une façon générale, et de l'Afrique de l'Ouest en particulier, durant ces trente dernières années. Nous devons donc poser les questions qui fâchent afin de nous amener à regarder différemment ce que nous faisons aujourd'hui et changer nos manières de concevoir et d'agir pour demain.

LDB : Dans cet essai vous pensez que la prolifération des communautés économiques régionales (CER) et les mandats qui se chevauchent gênent l'intégration. Quelles sont alors les défaillances que vous constatez au sein des CER et quelle politique envisagez-vous pour une intégration réussie ?

ARC : L'intégration suppose d'abord une volonté politique, il faut y croire. Ce que l'on constate, c'est que les politiques n'y croient pas beaucoup. Ce sont des leitmotifs, des arguments que l'on utilise simplement pour faire de la politique. C'est l'une des principales raisons pour laquelle l'intégration n'avance pas. Pour que l'intégration se réalise, il faut que les pays aient un projet commun et que les différents États acceptent de perdre une partie de leur souveraineté au profit d'un organisme sous-régional qui pourrait donc impulser, réaliser ce que les États ne sont pas capables de faire individuellement.

LDB : On constate que cet ouvrage est basé sur les CER. Pourquoi les avoir choisies pour dresser le bilan de la mondialisation trente ans après ?

ARC : Parce que c'est ce que je connais le mieux. J'ai une expérience trentenaire dans la pratique de l'économie mondiale, régionale et nationale tant sur le plan public que privé. Il était normal que je transmette ce que je connais, notamment, aux jeunes générations. Nos pères ont quand même conquis l'indépendance politique et nous, nous aurions dû, à notre tour, conquérir l'indépendance économique, ce qui n'a pas été fait. Il faut donc préparer la jeune génération à faire face aux obligations de sa génération, à savoir : l'éradication de la pauvreté de masse, l'industrialisation endogène, la révolution agricole, l'intégration économique régionale, la création des marchés communs dynamiques. Le monde qui se dessine aujourd'hui, est un monde de grands blocs écono-

miques. Nous devons nous organiser, en Afrique, dans des blocs économiques compétitifs comme l'Asie a su le faire ces trente dernières années, pour pouvoir peser et ainsi assurer un mieux-être de nos populations.

LDB : Comment évaluez-vous la spécialisation régionale du travail en Afrique de l'Ouest, de la période pré-coloniale à nos jours ? Et comment envisagez-vous une nouvelle approche de la problématique de l'intégration régionale toujours dans cette partie du continent ?

ARC : Le bilan est clair ! L'Afrique, depuis cinquante ans, globalement, est demeurée dans l'ancienne division internationale du travail (Adit) qui fait de nos pays, des producteurs de matières premières et de produits de base, alors que nos pays auraient dû créer des industries de transformation de ces produits, pourvoyeurs de valeurs ajoutées et d'emplois. En Afrique de l'Ouest, nous n'avons pas pu nous soustraire à cette triste réalité. L'avenir passera par un redécoupage de l'espace sous-régional pour créer des

« Nos pères ont quand même conquis l'indépendance politique et nous, nous aurions dû, à notre tour, conquérir l'indépendance économique, ce qui n'a pas été fait »

« Le développement ne se décrète pas »

entités viables, à partir desquelles, il sera possible de mettre en place des processus endogènes de développement. Il faut que l'on accepte de reconsidérer un certain nombre « d'acquis » comme l'intangibilité des frontières, les intérêts mes-

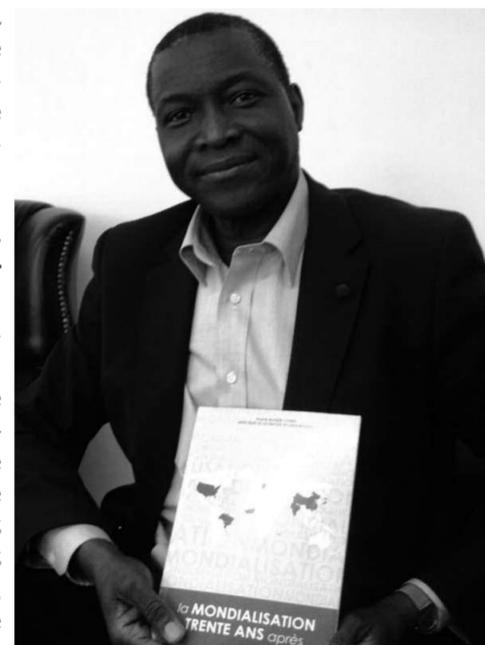
quins nationaux et la question de la monnaie qui constituent des obstacles à l'émergence d'une Afrique de l'Ouest prospère.

LDB : Concrètement, combien de temps faut-il pour développer un pays ?

ARC : L'expérience économique de ces trente dernières années montre qu'il faut à peine vingt-cinq ans, l'espace d'une génération, pour vaincre la pauvreté de masse. Cet ouvrage montre comment cela a été possible en Asie, en Europe, en Amérique et en Afrique.

LDB : Grosso modo, quel bilan tirez-vous de la mondialisation trente ans après ?

ARC : Trente ans après, l'Asie est le continent qui a le mieux profité de la mondialisation. De sujet, elle en est plutôt devenue un acteur principal. À titre d'illustration, la Chine est maintenant la deuxième puissance économique mondiale, le Japon troisième et l'Inde sixième. Qui aurait rêvé de cela il y a trente ans ? C'est dire que l'Asie a réussi à placer dans les dix premières économies mondiales ces trois pays. C'est en imitant le modèle de développement du Japon, que la science, la technologie et le développement se sont répandus dans cette partie de l'Asie. L'Afrique, en dehors de quelques pays comme l'Afrique du Sud, la Tunisie et l'Île Maurice, est restée dans l'Adit, qui fait d'elle une pourvoyeuse de matières premières. Donc pour sortir de cet étai, il faudra accélérer l'intégration économique régionale, mettre la jeunesse au cœur du développement, ingérer les sciences et maîtriser la technologie, les appliquer non seulement à tous les domaines de l'acti-



Docteur Alain Roger Coéfé

vité humaine (notamment à l'industrie et à l'agriculture) mais aussi les diffuser au plus grand nombre.

LDB : Tout ce que vous dites s'est fait déjà...

ARC : Le développement ne se décrète pas. Il n'y a pas une ordonnance qui peut décider qu'on est développé. Se développer, c'est avant tout prendre son destin en main. Il faut mobiliser la population et trouver un accord entre l'élite et la masse de la population, pour mener, sur une période de vingt ans au moins, un processus de réformes majeures et hardies, qui va permettre d'enclencher le développement. Cependant, ce qui est certain, c'est que la façon dont nous nous comportons, notre façon de vivre, de consommer, de produire et de nous reproduire, contribue, de façon notable, au sous-développement de nos pays et de notre continent. Le paradoxe est le suivant : comment nos pays peuvent-ils être aussi riches et nos populations aussi pauvres ? C'est cette équation qu'il faudra résoudre.

Propos recueillis par Bruno Okokana

SOUDAN

Neuf personnes tuées dans des affrontements tribaux au sud du Darfour

Il s'agit de nouveaux affrontements entre les tribus Al-Gimir et Bani Halba dans l'État soudanais du Darfour du Sud, a rapporté mercredi le quotidien Al-Sudani de Khartoum.

« La tribu Bani-Halba a attaqué simultanément la tribu Al-Gimir dans les quartiers de Shateen, Buhairat et Abu Garageer de la localité de Kateila. L'attaque a mené à la mort de neuf mem-

bres de la tribu Al-Gimir », a indiqué Abbakar Al-Toum, administrateur de la tribu Al-Gimir.

Il a ajouté que les assaillants se trouvaient à bord de véhicules à quatre roues motrices, de motocyclettes et de chameaux, notant que l'attaque violait une entente de réconciliation adoptée par le gouvernement de l'État.

Les tensions tribales se sont inten-

sifiées récemment dans la région soudanaise du Darfour, où des affrontements similaires entre les deux tribus de l'État du Darfour du Sud ont fait des dizaines de morts et de blessés le mois dernier.

Par ailleurs, plus de 40 personnes ont perdu la vie et quelque 45 autres ont été blessées dans de récents affrontements entre les tribus Al-Salamat et Messiria ce mois-ci

dans l'État du Darfour central.

Vendredi dernier, le président soudanais Omar el-Béchrir a mis en garde contre les conflits tribaux qui font rage dans certaines régions du pays, notant que le Soudan fait face à des défis qui doivent être relevés grâce à la coopération du peuple en entier. « Les conflits tribaux dans bon nombre de régions soudanaises

constituent la plus grande menace pour le pays », a déclaré Omar el-Béchrir dans un discours prononcé au conseil de la Choura du Parti du congrès national au pouvoir.

Certains membres des tribus, avait-t-il indiqué, ont initié les conflits de l'intérieur. Omar el-Béchrir relevait également les dangers de telles manœuvres.

Xinhua

EXPOSITION

Le Kiébé-Kiébé attendu au Brésil en septembre 2013

C'est ce qui ressort du protocole d'accord signé entre le conseiller à la culture et aux arts du chef de l'État congolais et le recteur de l'université de Bahia à Salvador au Brésil.

Le document a été paraphé par Lydie Pongault qui sort d'un périple sud-américain l'ayant conduite respectivement au Brésil et à Cuba. Objectif de la mission : créer un espace pour la culture congolaise dans ce continent, en concrétisant le projet de la promotion du patrimoine national congolais, le Kiébé-Kiébé, à Salvador de Bahia au Brésil et à La Havane à Cuba. Une manière pour elle de mettre en musique la politique d'ouverture du Congo vers l'extérieur, prônée par le président de la République Denis Sassou N'Gusso.

Brésil, une centaine de pièces à exposer

Au Brésil, plus précisément à Brasilia, Lydie Pongault a été reçue par l'ambassadeur congolais en poste dans ce pays, Louis Sylvain Goma, avant de se rendre à Salvador où elle a rencontré le recteur de l'université fédé-

rale de Salvador, avec lequel elle a signé le protocole d'accord pour que l'exposition Kiébé-Kiébé puisse être reçue au musée Mafro à Salvador de Bahia. Ce musée dépend de l'université fédérale de Salvador. Les deux parties ont convenu que l'exposition se déroulera du 9 septembre au 29 novembre 2013. Il y aura un peu plus d'une centaine de pièces (entre 120 et 130) qui feront le déplacement du Brésil.

Cuba, l'expo prévue pour 2014

La ville de La Havane a été la deuxième étape de la conseillère à la culture et aux arts du chef de l'État. Invitée par le ministre de la Culture cubain, Lydie Pongault a tout d'abord été reçue par le ministre et la direction départementale des affaires de la coopération, au niveau des affaires étrangères. Ils ont convenu d'organiser l'exposition sur le Kiébé-Kiébé en 2014. Mais les dates ne sont pas encore retenues. C'est avec l'ambassadrice de ce pays au Congo que les dates seront prochainement fixées. En marge de ces échanges, Ly-



...ici à Cuba

die Pongault a visité les infrastructures de formation dans le domaine culturel et également les industries culturelles cubaines.

La conseillère du chef de l'État a par ailleurs visité l'école de musique ; la bibliothèque nationale ; l'école nationale de ballet ; la direction nationale du musée des concerts ; et la direction de la bibliothèque nationale, où elle a eu une séance de travail. Elle a visité également l'Institut supérieur des arts et y a échangé avec son directeur. Lydie Pongault a rencontré aussi le vice-président de l'Union nationale des écrivains et des artistes

cubains ; le centre historique de La Havane où elle a pu discuter avec la directrice du musée. Elle a tenu une conférence sur la danse initiatique Kiébé-Kiébé à la maison de l'Afrique, où elle a expliqué le pourquoi de cette danse. Elle a rencontré le directeur Afrique et a eu une séance de travail avec le ministre lui-même avec qui elle a fait le point de ses rencontres et des opportunités de coopération qui pourraient exister entre le Congo et Cuba.

Les Brésiliens et les Cubains demandeurs du Kiébé-Kiébé

Au niveau du Brésil et de Cuba, les populations de ces deux pays sont intéressées par le Kiébé-Kiébé, montrant que le sang congolais circulait dans leurs veines. Pour elles, leurs ancêtres sont des Congolais. L'exposition du Kiébé-Kiébé dans ces deux pays est une occasion pour eux de redécouvrir et de revivre cette culture d'où ils viennent. C'est comme un enfant qui ne connaît pas ses parents et qui a envie de les découvrir, parce que c'est une partie de son identité, un moyen de se ressourcer, de se régénérer. Ainsi, Lydie Pongault pense que c'est un moyen de rapprocher les peuples. « Nous sommes en train de rap-

procher culturellement le Congo de l'Amérique du Sud en application des orientations du président de la République qui prône une politique d'ouverture du Congo vers l'extérieur. C'est aussi un moyen de rapprochement des uns et des autres sur le plan culturel. »

La culture congolaise doit être connue à travers le monde

Si le Congo a commencé à exporter son Kiébé-Kiébé en Amérique latine, c'est parce que les Sud-Américains ont été les premiers à le demander. « Quand on ne connaît pas un peuple, on y accorde très peu d'intérêt, et quand on le connaît, on y accorde un intérêt particulier. C'est donc pour nous un moyen d'appeler les investisseurs, les touristes, les chercheurs à venir nous découvrir et à venir continuer ce que nous avons commencé », a-t-elle déclaré.

En effet, en exposant le Kiébé-Kiébé au Brésil et à Cuba, les chercheurs brésiliens et cubains, vont s'intéresser aux recherches sur le domaine. Cela appellera les touristes à venir visiter le Congo et à découvrir le Kiébé-Kiébé sur place.

Bruno Okokana



La conseillère du chef de l'État en séance de travail au Brésil...

COMMÉMORATION

Spéculations autour de la date du 30 juin

Mise en service de nouveaux bus, restructuration dans les services régaliens de l'État, réforme de la Banque centrale, etc., cette échéance se présente comme celle de tous les enjeux.

Qu'est-ce qui va se passer concrètement le 30 juin ? Une question qui taraude bien des esprits tout en laissant libre cours à la spéculation. Loin des arcanes officiels d'où rien ne filtre encore par rapport à l'agencement du rituel traditionnel qui soutient l'évènement, l'opinion publique est pour sa part livrée à la merci des rumeurs les plus folles. Des spéculations vont dans tous les sens et tout laisse croire qu'il y aura quelque chose à cette échéance. Il est fait état de grands bouleversements sans autre précisions. D'après la rumeur publique, le chef de l'État pourrait éventuellement procéder à des restructurations de tous les secteurs régaliens du pays allant jusqu'au changement de leurs animateurs. Le

chef de l'État entend donc donner un signal fort à travers l'assainissement des secteurs publics afin que s'ouvre une nouvelle ère de gestion plus orthodoxe et saine.

La police, l'armée, le gouvernement et même les entreprises publiques seraient concernées par ce tsunami qui n'épargnera personne. Les ordonnances présidentielles du 12 juin portant nomination des directeurs centraux et des directeurs provinciaux à la Direction générale de migration (DGM) sont perçues comme un signe avant-coureur confirmant la volonté du chef de l'État de donner un nouveau souffle au secteur public en déliquescence. De quoi donner des insomnies aux différents gestionnaires des

services publics dont beaucoup arpentent déjà les couloirs du cabinet présidentiel en quête des informations pour les rassurer sur leur probable maintien. Il se susurre également une autre information selon laquelle le projet de restructuration de la Banque centrale du Congo (BCC) pourrait également se matérialiser d'ici le 30 juin. Le Premier ministre Augustin Matata Ponyo qui en a déjà levé l'option n'attendrait que les perspectives de réforme de cette institution censées lui soumettre les experts impliqués dans cette tâche. Le gouvernement voudrait, par cette réforme, se rassurer davantage de l'efficacité de la BCC après les six années accomplis par Jean Claude Masangu. Toujours à la

même date du 30 juin, les bus commandés par le gouvernement pourront se mettre en service. Le décor serait déjà planté à l'image des arrêts aménagés et du personnel déjà rôdé.

Tous ces évènements sont attendus d'ici le 30 juin tendant à passer dans l'imaginaire collective comme une date mémorable, mieux comme le point de repère d'un nouveau décollage pour le pays. Entre-temps, la milice Bakata Katanga menace de perturber les festivités du 30 juin en soumettant la ville de Lubumbashi aux actes de vandalisme de nature à semer la désolation parmi la population. Cette milice déclare ne pas se sentir concernée par la célébration de cette date eu égard à leur inclinaison pour le fédéralisme qui

est en totale déconnexion avec la configuration actuelle du pays qui commémore son 53e anniversaire d'accession à l'indépendance.

À tout prendre, le 30 juin ne passera pas sans qu'il ne se produise quelque chose. Le chef de l'État qui ne s'est plus exprimé de longue date trouvera là sans doute une occasion pour rompre le silence. Même si dans les officines politiques, rien d'officiel n'est encore prévu pour donner plus de solennité à l'évènement, les Congolais attendent des autorités la concrétisation de leurs promesses liées à l'amélioration des conditions socioprofessionnelles, à la relance économique et à la réduction de la pauvreté.

Alain Diasso

AGROFORESTERIE

Six mille personnes à IBI-village du 5 au 7 juillet

L'heure est aux derniers réglages pour la réussite des Portes vertes d'IBI-Village au Plateau des Batéké, à 140 km du centre-ville de Kinshasa.

L'évènement du reste majeur dans le monde rural agroforestier de la RDC connaîtra une affluence sans pareil, selon les derniers chiffres communiqués par les organisateurs. Une foule nombreuse, soit environ six mille personnes, est attendue. Elle viendra du centre-ville et des campagnes. Cette affluence confirme une fois encore l'intérêt porté sur l'agroforesterie. En effet, de toutes les sources de croissance, l'agriculture a le plus fort potentiel de réduction de la pauvreté. Il est aussi intensif en main d'œuvre. Globalement, les emplois sont créés à un coût très faible. La tendance aux dépenses sur des biens et services produits localement a un effet multiplicateur important sur l'économie locale. Enfin, toute croissance de la productivité agricole a pour conséquence de réduire les prix des denrées alimentaires. Dans les années 1990, la part de l'agriculture au sens large dans le revenu national a atteint jusqu'à 50% en raison de l'effondrement des autres secteurs comme les mines.

À quelques jours du début des tables rondes centrées sur trois thématiques, à savoir la chaîne de valeur du manioc, les fruitiers et une filière bois-énergie pour valoriser les systèmes agroforestiers et la gestion des terroirs, diversification et Redd, les questions logistiques sont passées au peigne fin. L'on projette des navettes d'autobus à des prix abordables. Il y a aussi une aide aux villageois en vue de leur permettre de construire leurs échoppes (trois jours de vente de produits locaux représentent l'équivalent d'un mois normal de leur chiffre d'affaire). Il faut ajouter les aménagements nécessaires pour créer un décor qui traduit l'ampleur de l'évènement. Le site comportera des paillotes pour les expositions. Le 4 juillet, entre 14h et 16h, une émission d'Afrik hebdo (Simone Reumont de la RTBF) consacrée à cet évènement ouvrira le débat par duplex entre les acteurs de terrain et les étudiants en fin d'étude en Europe en studio belge.

Laurent Essolomwa

STRATÉGIES POLITIQUES

Un front commun de l'opposition en gestation

Un conclave est annoncé pour bientôt avec objectif d'harmoniser les vues en prélude aux concertations nationales annoncées par le chef de l'État qui, pour l'heure, semblent battre de l'aile.

Jamais l'opposition congolaise n'a affichée une telle vitalité à l'image des concertations devenues routinières entre ses cadres plus que jamais en quête d'une unité longtemps évasive. Cette fois-ci, les leaders de cette plate-forme politique ont pris l'option de parler un même langage en vidant tout ce qui est de nature à les diviser. Ayant finalement compris que leurs querelles intestines servent la majorité au pouvoir, les opposants ont finalement décidé de faire taire leurs divergences pour le triomphe de la cause commune, à savoir la conquête du pouvoir. Le Mouvement de libération du Congo (MLC) s'est rapproché de l'Union pour la nation, de même que l'Union des forces du changement (UFC) de Kengo wa Dondo est sur la même dynamique. D'autres partis politiques de l'opposition se

mettent également au pas convaincus de la portée salutaire de cette initiative qui, en somme, pose la problématique de l'unité de l'opposition face aux prochaines échéances électorales. 2016 n'est plus loin et à l'opposition, on veut peaufiner des stratégies pour ne pas rater le coach comme en 2011. C'est tout le sens de l'organisation prochaine d'un conclave qui se donne l'objectif d'harmoniser les vues en prélude aux concertations nationales annoncées par le chef de l'État et qui, pour l'heure, semblent battre de l'aile. Au-delà du cahier des charges des uns et des autres, il est question de créer un front commun de l'opposition afin d'éviter toute distorsion dans les prises de position lors de ces assises. « Il faudrait que la cohésion et l'unité règnent au sein de l'opposition pour parler d'une seule voix », se convainc-t-on dans cette plate-forme politique.

Aucune date n'est arrêtée par rapport à la tenue de ce forum de l'opposition qui risque de ne concerner qu'une clique d'opposants,

les autres préfèrent se mettre en quarantaine, le temps d'observer. À l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), on ne pipe mot de ce conclave vis-à-vis duquel il est affiché un certain désintérêt. Déjà entre Étienne Tshisekedi qui de plus en plus semble faire cavalier seul et le reste de la plate-forme, le courant semble ne pas marcher. L'irréductible opposant paraît être bien dans cette posture et tant que les autres ne feront pas le premier pas vers lui, il restera planqué dans son fief de Limete jusqu'à ce qu'on lui restitue sa « victoire volée » lors de la présidentielle de 2011.

De toute évidence, cette initiative de l'opposition pourrait déverrouiller le processus de désignation de son porte-parole. À l'opinion, l'on s'interroge sur la sincérité des uns et des autres dans ce nouveau deal sur lequel beaucoup émettent de sérieuses appréhensions connaissant le caractère versatile des politiciens congolais. Wait and see.

A.D.

KINSHASA

15.000 USD générés par la taxe de stationnement

Selon des observateurs, ce chiffre est en deçà de la réalité. En principe, cette taxe devrait produire jusqu'à un million de dollars américains.

La cellule financière et fiscale du ministère provincial des Finances, économie et commerce de la ville-province de Kinshasa organise, depuis le 24 juin, un atelier sur la gestion des parkings dans le but de trouver des voies et moyens de rentabiliser ce service au bénéfice de la ville.

En effet, cette cellule indique que la taxe de stationnement ne génère que quinze mille dollars américains par an dans la ville de Kinshasa. Cette taxe qui, devrait être l'une

des principales sources devant générer des recettes de la ville de Kinshasa, devait produire jusqu'à un million de dollars américains. Les statistiques publiées par le ministère provincial des Finances, économie et commerce indiquent que la ville de Kinshasa compte environ cent mille véhicules, en se basant sur l'achat des vignettes automobiles. Certains observateurs pensent que ce chiffre est en-deçà de la réalité. À en croire les responsables de cette cellule, les faibles recettes générées par cette taxe sont la conséquence de la mauvaise organisation de sa collecte.

Au cours de cet atelier, les participants vont

d'abord revoir les textes légaux et réglementaires qui régissent les parkings et les espaces publics dans la ville de Kinshasa. Ensuite, ils devront aboutir à la mise en place d'un système efficace de collecte des recettes de la taxe de stationnement pour permettre à la ville de réaliser des recettes conséquentes par rapport au nombre réel des véhicules passibles à ladite taxe.

Aussi cette rencontre de haute portée pour Kinshasa permettra-t-elle aux participants de centrer leurs discussions sur l'aménagement des parkings payants modernes en hauteur et en sous-sol.

Gypsie Oïssa Tambwe

SIDA-IST

Dr Félix Kabange Numbi parle de la gouvernance ministérielle

Les travaux de la conférence nationale sur le sida et les infections sexuellement transmissibles (IST) placée sur le thème « Ensemble pour une génération sans sida » se poursuivent à Lubumbashi dans la province du Katanga.

Les participants à cette grande rencontre cogitent pour mettre en place de nouvelles stratégies pour améliorer la lutte contre le sida. Dans le débat, on sent le souci des participants à booster la lutte contre cette maladie mondiale. C'est pourquoi, dans les différentes interventions, des recommandations sont formulées dans le seul objectif de renforcer la prise en charge de cette maladie qui s'est généralisée et constitue de ce fait un facteur de



Une vue des participants à la deuxième conférence sur le sida et les IST

pauvreté des populations surtout dans les pays à faible revenu comme la RDC.

En plus des exposés en plénière, le programme de la deuxième conférence qui se tient au Grand Karavia Hôtel prévoit des panels. Le premier panel sur la gouver-

nance et le leadership composé du représentant du Premier ministre, de la représentante du ministre des Transports, des représentants de l'Onusida, du Pnud et du Fonds mondial a été présidé par le ministre de la Santé publique, Dr Félix Kabange Numbi. Dans ce panel, il était question aux différents membres d'expliquer à l'assemblée ce qu'ils font pour lutter contre le sida.

Le Dr Félix Kabange Numbi, tout en expliquant les efforts du gouvernement pour contrer la pro-

pagation de cette maladie, notamment la prévision d'une ligne budgétaire sur le sida d'ici à l'année prochaine, la mise en place de la cellule d'appui à la gestion, fait savoir que le leadership dans la lutte ne concerne pas uniquement le ministère de la Santé publique. « *Le leadership ministériel dans la réponse au VIH-sida nous interpelle tous. Chacun de nous, là où il est, il doit parler du sida, il doit lutter contre le sida. Dans le leadership, je dois travailler avec tout le monde et chacun de nous est appelé à identifier les parties prenantes de la lutte et créer des priorités* », explique-t-il. De son côté, la représentante du ministre des Transports révèle que son ministère a réussi à élaborer la politique sur la lutte contre le sida. En sus de cela, il mène des analyses sociosanitaires dans les entreprises, il a également réalisé des analyses cap (comportement, attitudes et

pratiques).

Sur la base de ces enquêtes, fait-elle savoir, nous élaborons des plans d'action. Dans le cadre de la sensibilisation de la population contre le sida, elle laisse entendre que des messages seront affichés sur les bus qui seront mis en ligne à Kinshasa à partir du 30 juin. Initiative saluée mais jugée d'un moindre impact parce que, selon les participants, il faut étendre cette sensibilisation dans l'arrière pays où bien de gens n'ont pas suffisamment des connaissances sur cette maladie. Toutefois, elle plaide pour l'implication de tous les ministères et des partenaires pour renforcer la lutte.

Des représentants de l'Onusida, du Fonds mondial et du Pnud se sont, pour leur part, appesantis sur leur contribution apportée au gouvernement, tout en lui recommandant d'assurer une bonne coordination de la lutte.

Aline Nzuzi

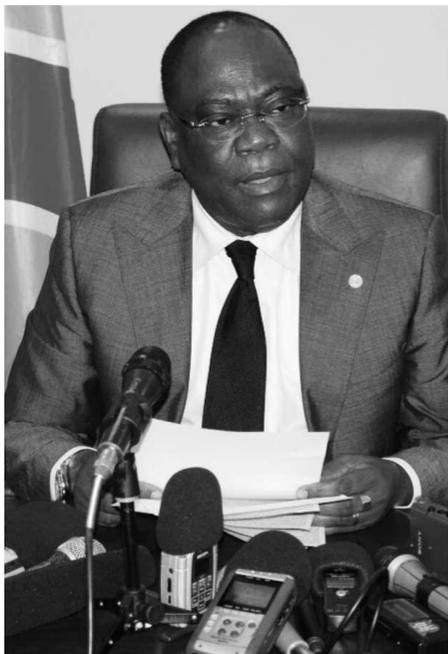
INTERNET HAUT DÉBIT

La RDC enfin connectée à la fibre optique

En attendant de régler les derniers détails, la mise en service de la station d'atterrissage de Muanda sera officiellement lancée le 30 juin.

L'annonce en a été faite le 26 juin par le ministre des Postes, télécommunications et nouvelles technologies de l'information et de la communication, Typhon Kin Kiey Mulumba, alors qu'il accordait son hospitalité à son homologue du Maroc en séjour de travail en RDC. Après avoir raté une première fois la connexion lors du lancement officiel du projet Wacs (West africain submarine cable system), la RDC aura mis toutes les bouchées doubles pour que cette fois-ci elle soit la bonne. Depuis 48 heures, le pays est relié à la fibre optique à partir de la station d'atterrissage de Muanda (Bas-Congo sud-ouest), non loin de l'océan Atlantique.

La RDC qui bascule dans l'autoroute de l'information accède ainsi à la société de l'information par l'un des câbles qui partent de l'Europe, ceinturent le continent et qui, s'agissant de celui de Wacs, part de Londres en Grande Bretagne, longe l'Afrique au large jusqu'à Cape Town au site de Yzerfontein, en Afrique du Sud sur une distance de



Le ministre Kin-Kiey Mulumba

14.600 km. Ceci est l'aboutissement d'un long processus dans lequel le gouvernement s'est impliqué à fond pour donner à la République la chance de bénéficier des progrès de la civilisation et de la haute technologie de la communication à l'instar d'autres pays africains. Quitte à présent de procéder aux derniers réglages en vue du lancement officiel de la fibre optique qui devra transiter par la capitale avant que les autres provinces prennent le relais. Des sources officielles, il appert que la date du 30 juin serait retenue pour marquer d'une pierre blanche la célébration du 53e anniversaire de l'accession du pays à l'indépendance.

Alain Diasso

HUMOUR

Kinshasa bientôt en mode Toseka

L'ambiance bon enfant qui caractérisait la conférence de presse tenue le 25 juin à l'Hôtel Memling en présence des humoristes était un beau prélude au festival d'humour, l'événement le plus attendu du week-end.

L'entrevue avec la presse était un moment agréable sans doute mais aussi une occasion qui en disait long autour du sens à donner au Festival Toseka organisé du 27 au 30 juin au Théâtre de Verdure. De l'humour, l'assistance en a eu une belle démonstration tout comme de la place que la rencontre occupe désormais dans la sphère artistique du continent.

Le tour de table de l'affiche du festival presque au complet, à l'exception de Saïsaï, plus que révélateur, a permis de mettre à nu la noble ambition nourrie par chacun. Le souhait du parrain de Toseka 2, Patson : « Ce festival doit être grand », a trouvé écho auprès de tous. En effet, conscient de la destinée du cadre qui l'abrite attachée à une période faste et glorieuse du Zaïre, l'humoriste voudrait, comme tous, inscrire la manifestation dans la continuité d'une histoire mémorable. Ce vœu qui demande à se concrétiser avec la contribution de chacun passera notamment par la réussite des quatre soirées à venir.

Ados Ndombasi, Félix Mangwangu et Marie Tshibanda, le staff Toseka attablé avec les artistes et les partenaires ont abordé chacun les modalités autour du prochain événement. Toseka 2 promet aux Kinnois de vivre autrement le 53e anniversaire de l'Indépendance et s'active pour qu'ils s'en souviennent longtemps. Il a été souligné, entre autres, que les reçus en prévente, lesquels s'arrachent déjà comme des petits pains dans les points de vente disséminés dans la ville, sont échangés contre les billets depuis le 26 juin. Le jour j, le jeudi 27 juin, se fera l'échange billet contre bracelet pour toutes les catégories.

Pour coller à l'actualité locale, Toseka 2 a choisi pour thème la bancarisation. Libre aux humoristes d'aborder le sujet au travers de leurs différents shows. Il y aura du stand-up en majeure partie mais aussi des duos, tout un cocktail assaisonné de diverses manières de sorte que chacun y trouve son compte. Une version de Ma Famille concoctée avec les deux Michel, Abasse, Oupoh, Amélie et Cléclé nous promettent bien des moments inédits. La bonne humeur sera au rendez-vous et de la belle ambiance, c'est ce qui manquera le moins à Toseka.

L'on ne fera pas que rire à Toseka.

C'est vrai que le nom du festival lui-même est une réelle invite au rire mais l'organisation a prévu de joindre « l'agréable à l'agréable ». Place dès lors à la musique avec la série de concerts programmés à la suite des spectacles d'humour au Village Toseka sous le sponsoring de la Bralima.

Toseka a désormais sa place dans le décor de la ville, MediaLab et la Plate-forme Waato Balabala sont appuyés de façon notable par des partenaires importants. L'événement a déjà gagné ses lettres de noblesse et n'intéresse pas que les médias locaux. RFI et France 24 le suivent de près tout comme s'évertuent à le faire Télé 50, B-One et Raga TV, pour ne citer qu'eux sur le plan local. Les grandes institutions ne sont pas en reste. Dans la belle et sympathique aventure se retrouve l'Organisation internationale de la Francophonie, Wallonie-Bruxelles International et l'Institut français, Halle de la Gombe aussi. Ces partenaires qui se réjouissent d'y avoir cru dès la première édition se maintiennent dans la course à l'instar d'Airtel. Et le thème de la bancarisation avait tout pour plaire aux institutions bancaires de la place comme la Procredit Bank et la Biac.

Nioni Masela

FOOTBALL-TRANSFERT

Mbokani signe pour 4 ans au Dynamo Kiev

Le buteur d'Anderlecht a donc quitté la Belgique pour découvrir le championnat d'Ukraine et aussi prendre part à l'Europa Ligue car Dynamo Kiev jouera la C2 européenne en 2014.

L'attaquant international congolais Dieumerci Mbokani a à nouveau quitté la Jupiler League (D1 Belge) pour un autre championnat européen. L'ancien buteur du TP Mazembe de Lubumbashi est parti d'Anderlecht pour la formation de Dynamo Kiev où il va découvrir le championnat ukrainien.

La signature de Dieumerci Mbokani pour quatre ans est le résultat des tractations entre le club ukrainien et le sporting d'Anderlecht depuis quelques semaines. Le bon de sortie de Mbokani avait



Dieumerci Mbokani

été fixé entre dix et douze millions d'euros. Finalement, les deux parties sont convenues pour plus ou moins cinq millions

d'euros. Le Dynamo Kiev a terminé le championnat à la troisième position et il prendra donc part à l'Europa Ligue la saison prochaine. Et Mbokani sera certainement l'une des armes d'attaque de ce club ukrainien à la C2 européenne.

Notons que c'est le quatrième championnat européen que le Congolais découvre, après naturellement la Belgique où il a fait ses premiers pas sur le vieux continent, ensuite la France avec un passage littéralement raté à Monaco en partant de Standard de Liège, et un autre calvaire vécu à Wolfsburg en Allemagne. Son retour à Anderlecht, le club de ses débuts européens a été satisfaisant. Au terme de deux sai-

sons, il s'est refait la santé sportive, s'adjudgeant même le titre de soulier d'ébène qui récompense le meilleur joueur de souche africaine de Belgique.

L'on veut croire qu'il s'est finalement armé moralement pour aborder le défi ukrainien qui ne sera certainement pas facile, au regard entre autres du climat rugueux de cette partie de l'Europe. C'est à l'attaquant des Léopards de s'adapter aux dures conditions d'Ukraine. Avant de signer en Ukraine, le Congolais était suivi par des clubs en Angleterre et en Italie aussi. Mais Dynamo Kiev a visiblement été le seul club à pouvoir dépenser autant d'argent pour Dieumerci Mbokani.

Martin Enyimo

PORTRAIT

Omar Defunzu, l'humour universel

L'artiste participe pour la première fois au festival Toseka à Kinshasa après avoir pris part au festival du rire de Lubumbashi.

Quasiment inconnu du grand public congolais, Omar Defunzu est pourtant une icône au Gabon, un humoriste de haute facture qui compte à son actif plusieurs sketches qui ont fait son succès. « Les lions indomptables », « Les pleurs », « Immigration choisie », « Les réformes d'Ali » et « Le cadeau de mon oncle » sont autant de productions qui ont émerveillé son public ces dernières années.

Omar Defunzu est à la fois musicien, auteur compositeur et producteur. Selon gabonreview.com, il a su « ingérer et mixer les différentes cultures du Gabon et d'Afrique pour les restituer à travers un humour presque universel qui fait le bonheur de toutes les nationalités regroupées au Gabon. » Contrairement

ment vêtu d'un costume-cravate, sans pour autant que son humour ne soit trop « intellectuel ». Bien au contraire, apprend-on, son cycle du langage, ses petites histoires figurent parmi les plus hilarantes du Gabon.

Omar Defunzu Onguengué, Godefroid Guiguabuguy de son vrai nom, est né le 2 octobre 1975 à Lambaréné au Gabon. Révélé au grand public grâce à une émission sur la télévision gabonaise RTG 1, il se fait par la suite remarquer dans l'émission « Au théâtre ce soir » sur la même chaîne avant de bénéficier d'un stage d'acteur et de metteur en scène organisé par l'humoriste camerounais Oncle Otsama (Daniel Ndo). Après deux ans à prester dans l'émission « rire à gogo », il débute une carrière solo en 1998 et crée sa propre entreprise culturelle « ODO » production, ODO signifiant Omar Defunzu Onguengué. Avec cette structure, il crée également le Festival international de l'humour africain (Fiha). Les productions cinématographiques, scéniques et musicales s'enchaînent. Il sort l'album « Démarrage en côte » en 1999, « Laissez-passer » en 2001, « Passeport diplomatique » en 2005, « Matraquage » en 2009. Il crée les sketches « L'alphabétisation » en 1998, « Fifty fifty » en 2001 et « Ngouala » en 2005. Omar Defunzu tourne et joue au Gabon, en Tunisie, en France, au Maroc, au Burkina Faso, au Bénin, en Côte d'Ivoire...

Pour la deuxième édition du festival Toseka, l'humoriste gabonais a été notamment chargé de diriger un atelier de formation de neuf jeunes artistes congolais. Omar Defunzu se produit sur scène ce 27 juin juste après la prestation du Congolais Mars Kadiombo.

Patrick Kianimi



à d'autres humoristes, il est générale-

CYCLISME

Biziyaerenye gagne la 6^e étape du Tour du Congo

Le coureur rwandais a devancé le Français Clain Médéric maillot jaune au sprint final de l'étape entre Mosango et Kenge. Le Congolais Dukua Bamba est arrivé à la 4^e position derrière un autre Rwandais, Rukongo Hassan.



Arrivée des coureurs à Kinshasa au terme de la 3^e étape

Le Rwandais Joseph Biziyaerenye a remporté la sixième étape du Tour cycliste international du Congo le 25 juin entre Mosango et Kenge (140 km) dans la province du Bandundu. Il a devancé d'une roue le Français Clain Médéric qui conserve néanmoins son maillot. Un autre Rwandais, Rukondo Hassan, s'est adjugé la troisième place devant le Congolais Dukua Bamba. Joseph Biziyaerenye était classé cinquième au classement général à neuf minute du maillot jaune avant cette sixième étape du Tour de l'unité et de la paix.

« Joseph a bien gagné devant le maillot jaune. Et puis troisième, c'est Émile qui a déjà fait quatre fois deuxième », s'est réjoui l'entraî-

neur de l'équipe du Rwanda. Et il a encouragé les cyclistes de la RDC qui n'ont jusqu'à présent remporté la course au cours de ce Tour international du Congo. Pour l'entraîneur rwandais, « les coureurs de la RDC gagneront beaucoup de courses à l'avenir s'ils s'entraînent bien ». Le maillot jaune Clain Médéric a dit sa déception de ne pas remporter la 6^e étape, congratulant cependant les coureurs rwandais qu'il qualifie de compétiteurs.

La septième étape s'est courue le 26 juin entre la commune de Nsele et le centre-ville de Kinshasa. Les coureurs ont donc été transportés de Kenge (Bandundu) à Nsele (Kinshasa).

M.E.

CINÉMA

La BD Aya de Yopougon bientôt sur le grand écran en France

Une poignée de cinéphiles parisiens ont déjà pu visionner en avant-première l'adaptation cinématographique de la bande dessinée de Marguerite Abouet, *Aya de Yopougon*. La sortie nationale française aura lieu le 17 juillet prochain.

Aya de Yopougon fait déjà figure de classique de la bande dessinée tant le succès de la série débutée en 2005 ne se dément pas. La bande dessinée a d'ailleurs été couronnée dès ses débuts du prix du meilleur premier album au célèbre Festival d'Angoulême en 2006. Après 6 tomes, Marguerite Abouet a relevé le défi de l'adaptation cinématographique avec brio. Les joies et les malheurs d'Aya, une jeune abidjanaise habitant le quartier populaire de Yopougon à la fin des années 1970, de ses copines ou de leurs familles sont désormais portés sur les écrans. La bande son du film fait la part belle aux succès congolais de l'époque et la réalisation a su utiliser intelligemment l'introduction de la vidéo dans le dessin animé pour nous faire retrouver, avec un brin de nostalgie, les publicités pour le savon Monganga ou la margarine Blue Band. Tout comme dans la bande dessinée, les dialogues et les situations sont savoureuses et il n'est pas difficile de reconnaître dans les aventures d'Aya des situations familières dans le Congo des années 2000 : grossesse précoce, intrigues professionnelles, rêves d'ascension sociale ou escroqueries sentimentales toujours traités avec tendresse sur le ton de l'humour. Un bonheur à savourer dès le 17 juillet prochain sur les écrans français.

Rose-Marie Bouboutou

FÊTE DE LA MUSIQUE

Saintrick met son art au profit de l'éducation

À l'occasion de la 32^e édition de la Fête de la musique, le musicien congolais basé à Dakar, Saintrick Mayitoukou, a monté pendant huit jours un spectacle de musique et de danse avec les élèves du collège et du lycée du Cours Sainte-Marie de Hann, une école d'éducation nationale sénégalaise créée en 1950.

Cette opération a été rendue possible grâce au Programme d'action éducatif (PAE) qui permet aux élèves d'être mobilisés pendant une dizaine de jours. Pour la direction artistique, Saintrick s'est entouré de Seynabou Faye, ancienne élève de l'école devenue la célèbre chanteuse sénégalaise plus connue sous le nom de « Lady Zee », afin d'encadrer les élèves. Ceux-ci ont chanté des morceaux de style RnB d'Ellick Gnimadi, membre du groupe de Hip-hop béninois Dhalai-K, en même temps agent de l'école au service de la vie scolaire.

La Fête de la musique a, cette année, ravi le public, avec des titres comme *Tajabone* et *L'amour à tous les droits* d'Ismaël Lô, *Hero* de Mariah Carey, *Unfaithful* de Rihanna, *We are the world* de Michael Jackson, mais aussi *Ici & Là-bas* de Saintrick et *Inventer l'avenir*, un titre inédit, créé par ce dernier sous la demande de Mme Cuénot, reprenant comme refrain le thème de l'année : « *Osons inventer l'avenir, en agissant ensemble aujourd'hui* » inscrit dans tout l'établissement, sans compter les passages de danse et de Hip-hop. La jeune Raïssa Ayina, âgée de treize ans, en classe de cinquième, s'est fait

connaître du public en exécutant cinq titres à la guitare tout en chantant des morceaux comme *Tajabone* d'Ismaël Lô.

Au cours de sa carrière, Saintrick a déjà expérimenté ce genre d'opération. Il a, à ses débuts, collaboré avec le lycée français St Exupéry de Brazzaville pendant les années scolaires allant de 1995 à 1997, pour monter

entre 2004 et 2006, avec la réalisation de trois CD, *Gouney Baat II, III, IV*, et un clip sur le titre *Le Joola* du nom du bateau naufragé ; une comédie musicale au Théâtre Daniel Sorano et deux prestations en live à l'Institut français Léopold Sédar Senghor de Dakar ; la réalisation d'un court-métrage sur l'esclavage « *Babacar et Juliette* » à la Maison des



Saintrick sur scène avec les élèves

des spectacles de fin d'année avec les élèves. Les enfants du quartier Galabadja de Bangui, entre 1998 et 1999, ont quant à eux gardé de bons souvenirs de l'artiste, qui avait créé un spectacle intitulé « *Spectacle miroir* » avec une double scène à l'espace Linga Téré, au cours duquel un groupe d'une dizaine d'enfants exécutaient en parallèle tous les mouvements de la choriste-danseuse Sassy Songo.

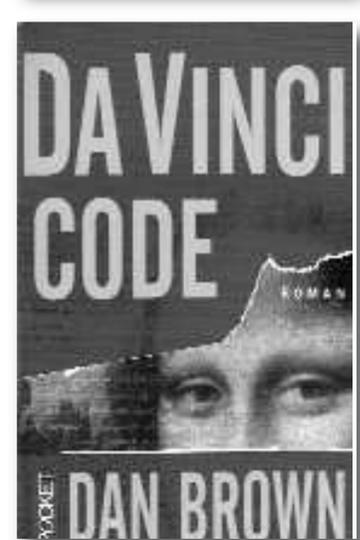
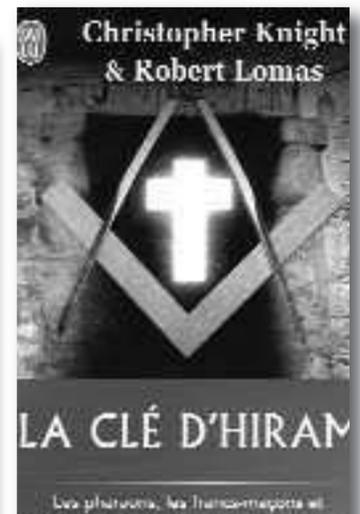
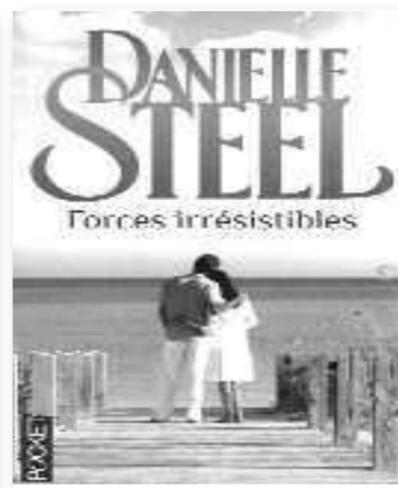
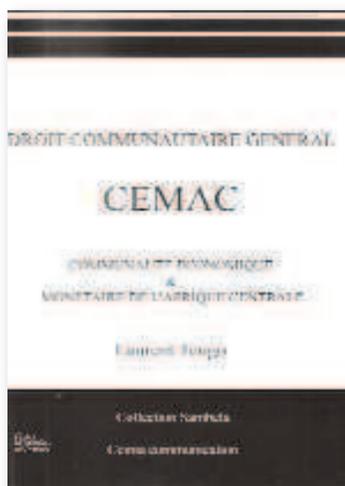
À son retour au Sénégal, Saintrick a continué à soutenir les projets éducatifs, notamment : ceux de l'école franco-sénégalaise Dial Diop,

esclaves de Gorée, présenté et primé au Festival du film de Strasbourg en 2006.

Saintrick avait déjà été contacté l'année dernière par Marie-Hélène Cuenot, directrice du Cours Sainte-Marie de Hann homologué comme établissement d'enseignement français étendu sur huit hectares avec 123 classes, 4 500 élèves, 240 professeurs, 300 agents du personnel administratif et technique, pour 65 nationalités représentées. L'artiste congolais avait alors été chargé de « réaliser un spectacle ».

Désirée Hermione Ngoma

EN VENTE À LA LIBRAIRIE DES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE



MUSIQUE

Jordan Malonga remporte le concours de chant scolaire

Organisée par le Centre culturel Jean-Baptiste Tati Loutard, la première édition du concours de chant scolaire a été remportée, le 22 juin, par Jordan Malonga, élève à l'école privée Les Petits fils de Saint Joseph.

Après la phase éliminatoire, les quinze finalistes du concours se sont retrouvés au Centre culturel Jean-Baptiste Tati Loutard pour la grande finale disputée en trois tours. Le jury, composé de cinq membres, a éliminé les six derniers candidats des deux derniers tours. Lors de ces phases, les candidats ont interprété la chanson de leur choix mais pour la finale, l'obligation leur a été faite de chanter le morceau choisi en lingala.

La tenue vestimentaire, l'attitude face au public, la sensibilité de l'interprétation et l'originalité, sans oublier les critères techniques que sont la diction et la justesse de la voix, sont parmi les critères d'appréciation du jury. Celui-ci avait la lourde charge de départager des candidats qui se tenaient sur un fil. Rappelons que ces jeunes scolaires avaient ré-

cemment reçu une formation en chant animée par la chanteuse gabonaise Annie Flore Batchelley, lors de son séjour ponténégrin à l'occasion du festival N'sangu Ndji Ndji.

Jordan Malonga, élève à l'école privée le Petits Fils de Saint-Joseph est sorti vainqueur de ce concours, devant Yondo Désirée de Notre Dame du Rosaire (2e) et Komba Danielle du lycée Charlemagne (3e). Alain Rock Ngoma, directeur du Centre culturel, a remis un ordinateur portable au vainqueur, à qui a été faite la promesse d'enregistrer gratuitement un album dans un studio de la place. « *Le rêve d'organiser ce concours est devenu une réalité grâce aux partenaires tels Juliana et la chaîne de télévision Canal Océan* », a indiqué Alain Rock Ngoma.

Hervé Brice Mampouya

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Afrique

Estonie, trêve jusqu'au 6 juillet

Le championnat estonien, qui est presque arrivé au terme de la phase aller (16e journée sur 36) est en trêve jusqu'au 6 juillet. Une bonne nouvelle pour Prêche Mboundou, écarté des terrains pour trois semaines en raison d'une blessure aux adducteurs contractée lors de la 14e journée. Il a ainsi le temps de se remettre de sa blessure et minimise son indisponibilité.

Finlande, 15e journée, 1re division

Toujours pas de Plaisir Bahamboula dans le groupe de MYPA, battu 0-2 par Honka. Le milieu offensif congolais n'a pris part, jusqu'alors, qu'à sept matchs de championnat, dont trois comme titulaire.

Cameroun, 14e journée

Premier but de la saison pour Julssy Boukama Kaya, auteur du 3e but du Coton Sport de Garoua. Les Cotonculteurs l'ont emporté largement sur le terrain du Tonnerre Kalara (4-0) et remontent ainsi à la 4e place, avec 9 points de retard sur le leader. Déjà passeur décisif à plusieurs reprises, Boukama Kaya ouvre enfin son compteur but.

Gabon, 25e et avant-dernière journée

Dans le sillage d'un US Bitam assuré du titre, le FC Mounana bat Mangasport et fait un pas vers la seconde place. Un nul suffira désormais à l'équipe de Sita Milandou, titulaire en défense centrale. Le FC Missile de Papou Makita et Harris Tchilimbou est tenu en échec par l'AS Solidarité de Rufin Diapamba (0-0). Missile végète à la 7e place, tandis que Solidarité est désormais relégable.

Camille Delourme



Julssy Boukama Kaya, ici au centre de la photo, a marqué son premier but de la saison en championnat

JEUX AFRICAINS DE BRAZZAVILLE 2015

L'Italie garantit son expertise au Congo

Le ministre des Sports et de l'éducation physique et le diplomate italien se sont engagés à poursuivre la coopération établie lors de la participation des cadets congolais au tournoi de Viareggio.

Nicolò Tassoni Estense di Castelvecchio l'a indiqué le 26 juin au terme d'un échange avec Léon Alfred Opimbat. L'ambassadeur d'Italie au Congo entend jouer son rôle de facilitateur afin que le Congo bénéficie de l'expérience et de l'expertise italienne dans le domaine technique, mais aussi dans la gestion des infrastructures sportives devant accueillir les Jeux africains de Brazzaville 2015.

« *Nous avons regardé les possibilités de continuer cette collaboration positive qui s'était établie. Et puis de voir comment l'Italie peut apporter son expérience et son expertise dans la gestion des événements sportifs dans le domaine des infrastructures, mais aussi dans le domaine technique pour soutenir l'effort congolais dans l'organisation de ce grand rendez-vous des Jeux africains de 2015* », a-t-il déclaré.

Le diplomate italien a salué la



Le ministre des Sports s'entretenant avec le diplomate italien

matérialisation de ce partenariat qui avait permis aux cadets congolais de se mesurer dans une compétition de haut niveau avec les équipes italiennes. « *Certains joueurs ayant évolué dans ce tournoi ont été repérés par de grands clubs italiens de la série A. C'est une opportunité qui est déjà là. Mais notre travail consiste à entretenir cette dynamique, c'est-à-dire continuer à privilégier le travail sérieux et l'investissement sur le potentiel de*

ses jeunes », a-t-il souligné.

Notons qu'au cours de cette compétition, les Diables rouges avaient été sponsorisés par la société italienne Fratelli Canalicchio. Cette dernière les a soutenus jusqu'à la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations des moins de 17 ans qui s'est déroulée cette année au Maroc. L'ambassadeur d'Italie, qui jouera à coup sûr son rôle de facilitateur, poussera cette société à faire davantage pour les Jeux africains.

James Golden Éloué

TAEKWONDO

Les experts de la diaspora prêts à apporter leur pierre à l'édifice

Les maîtres congolais évoluant à l'étranger sont disposés à rehausser le niveau technique des athlètes nationaux, pourvu que les conditions d'y parvenir soient réunies.

Les experts taekwondoins de la diaspora ne souhaitent pas rester en marge de l'olympiade 2013-2016. D'autant plus que le pays, dans sa marche vers les 11e Jeux africains qu'il abritera, a plusieurs défis à relever dans la formation technique des athlètes. « *Nous voulons nous impliquer pleinement pour redorer le blason du taekwondo congolais en le faisant briller au-delà des frontières nationales* », déclarait l'expert Goma Kamba, 4ème dan de la discipline qui s'exprimait au nom des maîtres de la diaspora.

Pour la presque totalité des Fédérations sportives nationales, rappelez-le, 2013 est considéré

comme l'année du lancement de la préparation technique des athlètes. Le but étant d'amorcer les réglages sur divers aspects pour ne pas manquer le rendez-vous des Jeux africains en 2015. Ainsi, l'apport des maîtres taekwondoins de la diaspora, soulignait Me Kamba Goma, consistera, entre autres, à donner aux compétiteurs les outils technico-tactiques menant à des grandes performances. L'objectif visé étant d'optimiser les possibilités de glaner les médailles internationales. Pour ce faire, les experts souhaitent favoriser l'accès à la pratique compétitive. Ainsi, les athlètes seront formés sur les aspects fonctionnels du taekwondo qui se résument à l'apprentissage des techniques de combat de haut niveau. Ces aspects, à en croire les techniciens de la discipline, sont des outils permettant de

maximiser les performances des compétiteurs.

Pour atteindre ces objectifs, l'implication des autorités est nécessaire. D'où l'appel que Me Kamba Goma a lancé à leur égard. Autre vœu formulé : voir le niveau des athlètes locaux connaître un bond.

Me Kamba Goma a fait ses preuves en France où il a remporté plusieurs titres en tant que compétiteur et entraîneur. Il était notamment sacré champion de Paris à deux reprises (1997, 1999) et champion de France national 2 (2004). En 2005, il a occupé la troisième place à l'Open international de first contact. En tant qu'entraîneur, Me Kamba Goma a dirigé, entre autres, l'équipe de Paris avant d'offrir ses services au Centre régional d'accès au haut niveau.

Rominique Nerplat Makaya